

EHESP

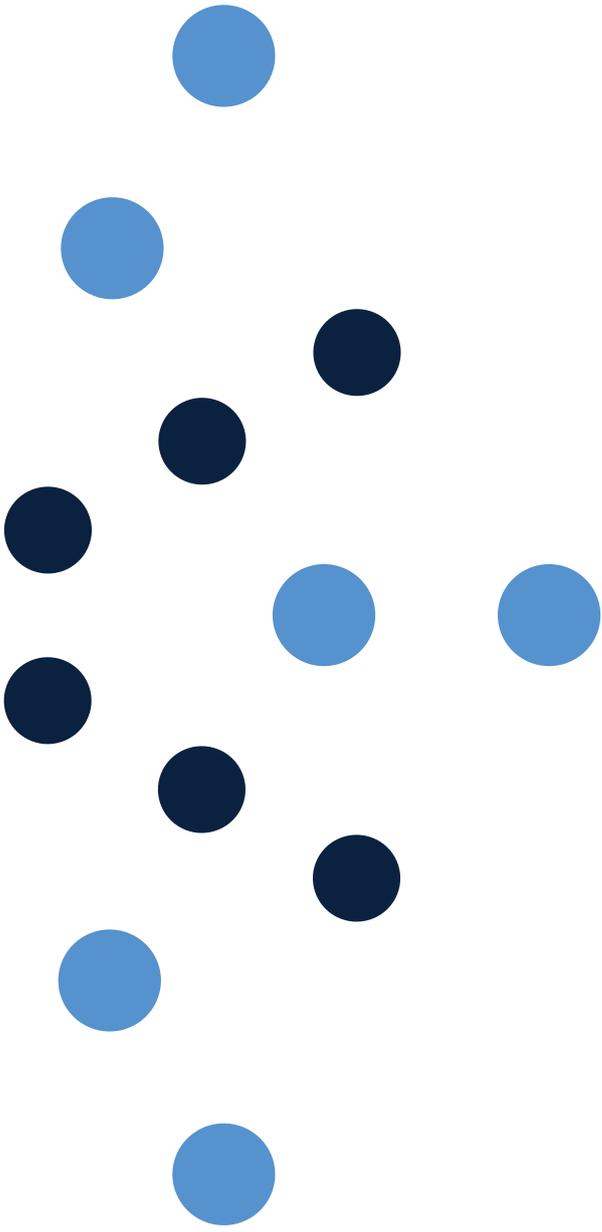


RAPPORT D'ACTIVITÉ



2019





SOMMAIRE



1 - Une grande école de santé publique

- Enjeux et missions p.4
- Un réseau de partenaires large et en constante évolution p.6
- Les départements p.8
Le laboratoire



2 - La formation pour les professionnels du système de santé *en France et dans le monde*

- Les formations pour la fonction publique p.10
Les formations diplômantes
- La formation continue p.14
- La formation par la recherche p.16
- Le développement pédagogique p.17



3 - Une recherche internationale en santé publique

- Unités et équipes labellisées p.19
- Les chaires p.20
- Les thèmes de recherche p.21



4 - L'expertise de l'EHESP : quelques illustrations p.24



5 - Des acteurs, des ressources p.26



L'EHESP, une grande école de santé publique

Enjeux et missions



Douze ans après sa création, l'École des hautes études en santé publique a consolidé son modèle original et novateur d'établissement d'enseignement supérieur et de recherche à fort ancrage professionnel, assurant des missions de service public, sous tutelle du ministère des solidarités et de la santé et du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Par les spécificités de son histoire et de son statut hybride, l'EHESP répond au souhait des pouvoirs publics pour une formation de la haute fonction publique qui soit « *plus ouverte à la recherche, à l'international, au monde académique et (...) avec plus d'expériences de terrain* »*.

A travers ses quatre missions confiées par le législateur en 2004, l'École démontre tout l'intérêt et la plus-value de la conjugaison de ses deux valences, professionnelle et académique, au profit de la production et du transfert de connaissances en santé publique.

2019 a été une année charnière pour l'École, à la fois par la présentation du bilan du contrat d'objectifs et de performance (COP) de la période quinquennale précédente et, par l'élaboration et la validation du nouveau projet stratégique d'établissement 2019-2023. C'est aussi une année fondatrice pour l'École avec l'instauration d'un modèle économique rénové. C'est en outre une année marquée par des évolutions de ses organisations internes et des regroupements universitaires à laquelle elle appartenait. Enfin, 2019 a été une année de reconnaissance avec l'attribution de plusieurs labels, attestant de la qualité des activités et des projets déployés par l'EHESP.

**Déclaration du Président de la République - 26 avril 2019*

Bilan du contrat quinquennal précédent et finalisation du nouveau projet stratégique d'établissement

En début d'année, la direction de l'École a présenté le bilan du COP 2014-2018 qui était articulé autour de 4 enjeux majeurs déclinés en 10 objectifs opérationnels et 50 engagements.

Ce document a permis de mesurer le chemin parcouru pour accroître la reconnaissance de l'EHESP en tant qu'école de référence en santé publique tant au niveau national qu'international, et met en exergue principalement :

- **la refonte des formations statutaires** pour les adapter aux évolutions du système de santé, l'offre de formation diplômante renouvelée pour un public français et international, et des formations tout au long de la vie répondant au plus près des besoins des milieux professionnels de la santé publique ;
- **la structuration et le recentrage des activités de recherche** autour des quatre unités de recherche labellisées sur lesquelles s'adosse chaque département ;
- **le renforcement du rayonnement en Europe et à travers le monde**, par de nouveaux partenariats académiques stratégiques et davantage d'actions de coopération, de formation et de renforcement des capacités à l'international ;
- **l'évolution sensible de l'organisation et du fonctionnement internes** grâce au déploiement d'un plan pluriannuel d'efficience et d'amélioration de la performance prenant en considération la qualité de vie au travail. Des dispositifs ont été développés pour apporter de manière continue un service de qualité au profit des apprenants et des missions de l'École sur ses deux sites.

Lancé au dernier trimestre 2018, le processus d'élaboration collective du **projet stratégique d'établissement (PSE)** pour la période 2019-2023 a abouti à sa validation par les instances au début de l'été. Avec le dessein de rester l'acteur professionnel et universitaire incontournable auprès des décideurs, des professionnels de la santé et des populations,

ce PSE a été construit autour de **4 orientations stratégiques** :

- Proposer **une formation de qualité et novatrice** à tous les acteurs de la santé publique,
- Accroître **la visibilité** des activités de **recherche et d'expertise scientifique**,
- Renforcer **le rayonnement et la reconnaissance internationale** de l'École,
- Dynamiser **la vie de campus**.

L'EHESP cible sa nouvelle stratégie de développement 2019-2023 en formation et recherche, autour des **3 domaines prioritaires** suivants :

- **Organisation, management et performance de notre système de santé,**
- **Environnements et santé,**
- **Santé, populations et politiques publiques.**

La mise en œuvre du nouveau PSE sera favorisée par la poursuite et la consolidation de ses partenariats locaux et nationaux structurants. En interne, l'EHESP ambitionne de déployer une organisation et un fonctionnement en cohérence avec sa politique de sites à travers 2 leviers : le renfort de la gouvernance, du management et de l'accompagnement des équipes ainsi que l'optimisation des services d'appui et de soutien.

Parallèlement, la direction de l'École a négocié pendant plusieurs mois avec ses deux ministères de tutelle le contenu du nouveau **contrat d'objectifs et de performance**. Ce COP 2019-2023, validé par le conseil d'administration en octobre, met en exergue les principaux objectifs stratégiques et opérationnels de l'EHESP, approuvés et soutenus par les ministères.

Un modèle économique rénové et soutenable

Pour assurer la pérennité de l'institution et mener à bien cette ambition stratégique, il s'avérait indispensable de revoir le mode de financement de l'EHESP. Après un travail conséquent des services du secrétariat général et une phase de négociations avec les autorités de tutelle, **les modalités de financement public de l'Ecole ont été revues**. Il sera **majoritairement alloué par l'Assurance maladie à compter de 2020**, via une dotation :

- **se substituant aux cotisations** versées jusqu'ici par les établissements sanitaires et médico-sociaux ;
- **composée de deux parts** : l'une, au titre de la contribution au fonctionnement de l'établissement dont le montant sera fixé annuellement par arrêté ministériel, et l'autre, au titre

du financement des traitements des élèves fonctionnaires hospitaliers versés par l'Ecole lors de leur période de formation initiale ;

- **rebasée à hauteur du déficit structurel constaté de 2,2 M€**, en deux ans (2020 et 2021).

En matière de gestion, cette réforme aura pour effets principaux : une forte simplification administrative (*suppression de la facturation des contributions aux établissements*), une meilleure régulation de la trésorerie de l'Ecole et une plus grande adéquation de ses ressources annuelles, en neutralisant les variations du contingent d'élèves fonctionnaires.

Une nouvelle organisation et des projets pour optimiser le fonctionnement de l'Ecole et favoriser le bien-être au travail

Suite au départ en retraite d'Elisabeth de Larochelambert à l'été 2019, une nouvelle secrétaire générale, **Marion Ageneau**, a pris ses fonctions en septembre.

Plusieurs opérations du **plan pluriannuel d'efficience et d'amélioration de la performance**, lancé au printemps 2015, se sont finalisées au cours de l'année 2019 : création d'une nouvelle direction des affaires financières, élargissement des missions du centre d'appui au pilotage et à la qualité (ApPi), lancement de l'environnement numérique de travail (ENT), mise en place du service aux usagers avec regroupement des accueils (principal et hôtelier) et des régies.

Un audit relatif à la **communication interne et à la circulation de l'information** au sein de l'Ecole a été mené

aboutissant à des recommandations pour un plan d'actions.

À noter enfin pour cette année 2019 :

- pour le site parisien, un partenariat avec le campus Condorcet dans le cadre du projet de Grand équipement documentaire (GED) (*cf.p.17*)
- l'avenant au contrat de concession de la restauration collective auprès de la société ANSAMBLE (campus rennais) pour mieux répondre aux attentes des usagers
- la poursuite des négociations avec Néotoa et la direction de l'immobilier de l'Etat en Région en vue de la démolition / reconstruction de 2 résidences (Le Gorgeu et Villermé) et de l'externalisation de leur gestion.

Une nouvelle politique de sites

Dans le cadre de ses nouvelles orientations stratégiques, l'EHESP a intensifié son ancrage au niveau local, tout en conservant sa dimension d'établissement à vocation nationale et internationale.

Avec la création en 2019 de l'Université de Paris, la **Comue Université Sorbonne Paris Cité (USPC)** a été dissoute en fin d'année, remplacée par une Alliance Sorbonne Paris Cité, à laquelle l'EHESP a décidé de ne pas adhérer.

L'année a été marquée par le **processus de dissolution de l'Université Bretagne Loire (UBL)** au profit de 4 sites en cours de structuration (Nantes, Angers/Le Mans, Brest/Lorient-Vannes, Rennes) qui se sont vus transférer certaines activités et des emplois. L'EHESP a confirmé son engagement dans

la **construction du projet « Université de Rennes » (Projet UniR)** avec ses 6 partenaires de la métropole (Universités Rennes 1 & 2, INSA, IEP, ENSCR et ENS). Lors d'une conférence de presse de rentrée, les 7 chefs d'établissements membres du Projet UniR ont présenté le **plan d'action 2019-2021**, avec des recrutements et moyens financiers dédiés, pour sa mise en œuvre dans tous les domaines : recherche, formation, international, valorisation-innovation-entreprenariat, vie étudiante, responsabilité sociétale, support et soutien. La fin d'année a été consacrée aux réflexions sur la gouvernance de la future Université de Rennes et le véhicule juridique le plus approprié au regard des possibilités offertes par la nouvelle législation.

D'autres faits marquants de l'année

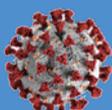


En décembre, la commission de labellisation de Campus France a attribué à l'EHESP, pour 4 ans, le label « **Bienvenue en France** ». Ce label récompense la politique d'accueil des étudiants étrangers et concourt à renforcer l'attractivité internationale.

Lancée en avril, la mission sur la réforme de la haute fonction publique, confiée à M. Thiriez, a été l'occasion pour les membres de la direction de l'Ecole, lors de leurs auditions, de valoriser les deux valences et le modèle

spécifique d'établissement d'enseignement supérieur et de recherche à fort ancrage professionnel de l'EHESP. Par ailleurs, l'EHESP a participé comme chaque année, au salon Paris Healthcare Week.

Enfin, une importante démarche interne a été engagée en 2019 dans le but d'obtenir le label « **Développement durable et responsabilité sociétale** » valorisant les engagements écoresponsables des établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans ce domaine.



Au moment de clore ce rapport d'activité 2019, la crise du covid-19 est venue modifier fortement l'activité de l'EHESP. Cette crise montre à l'évidence l'importance de la santé publique dans nos sociétés et l'utilité d'un lieu de savoir académique et d'action experte que constitue l'Ecole.

Réseau de partenaires pour un rayonnement en France et à l'international

En France

Trois nouveaux accords cadres ont été conclus en 2019 avec l'ADH (association des directeurs d'hôpitaux), la SHAM (Société Hospitalière d'Assurances Mutuelles) et l'institut Pasteur. Ces nouveaux accords renforcent et élargissent l'important réseau de partenaires de l'École au service de la formation, de la recherche et de l'expertise en santé publique.

En Europe

Europubhealth+ : nouveau label européen

Pour la quatrième fois depuis 2005, le master européen Europubhealth+ a été sélectionné par l'agence exécutive européenne de l'enseignement et de la culture (EACEA) pour rejoindre la liste restreinte de masters conjoints Erasmus Mundus soutenus par le programme Erasmus+. Avec l'objectif d'ouvrir le programme à de nouveaux publics notamment francophones et de se préparer aux conséquences du Brexit, le consortium s'est enrichi de deux nouveaux partenaires : l'Université de Liège, et le University College of Dublin qui proposent chacun un cursus de première année de master, s'ajoutant à ceux de l'Université de Sheffield et de l'École Andalouse de Santé Publique de Grenade.

Les autres partenaires du programme – les Universités de Cracovie, de Maastricht et de Rennes 1, continuent d'accueillir des étudiants dans leurs spécialités en seconde année du master. L'EHESP coordonne le consortium et propose des spécialités basées sur des parcours du Master of Public Health, et des parcours des masters santé publique (promotion de la santé et prévention) et droit de la santé

La dotation du programme Erasmus+ (4 272 000 €) permettra

Sur les autres continents

Open Society Foundations

L'EHESP prend part au dispositif « Civil Society Leadership Awards » (CLSA) promu par Open Society Foundations (OSF), dont elle est partenaire. Ce programme finance des bourses d'excellence de niveau master pour des étudiants de haut niveau académique et professionnel issus de pays en instabilité politique, souhaitant contribuer à mener un changement social positif dans leurs communautés.

OSF soutient des personnes et des organisations qui se battent pour promouvoir la liberté d'expression, la démocratie et la responsabilité des gouvernements envers leurs citoyens, des sociétés plus justes et plus égalitaires. Après avoir soutenu des étudiants anglophones du Master of Public Health (MPH), la collaboration avec OSF a été élargie depuis 2018 aux boursiers des masters francophones de l'EHESP. A la rentrée 2018/2019, l'EHESP a accueilli 2 candidats de République Démocratique du Congo (RDC) dans le master Promotion de la santé et prévention (PSP) et le master Analyse et management des établissements de santé, puis en 2019/2020 à nouveau, 2 étudiants de RDC au sein du master PSP et 6 étudiants de différentes nationalités au sein du MPH.

République du Congo

Centre Inter-Etats d'Enseignement Supérieur en Santé Publique d'Afrique Centrale (CIESPAC).

Grâce au projet « Amélioration de la gouvernance hospitalière au Congo » de 2016 à 2018, les activités conduites avec le CIESPAC ont tissé des liens de collaboration qui ont abouti à la mise en œuvre d'une spécialité du master de santé

de fournir des bourses conséquentes à 88 étudiants et à 12 enseignants venant du monde entier, pour 4 promotions à partir de 2020. Depuis 2006, le programme a déjà formé 367 étudiants de 15 promotions.

Partenaires Erasmus

Dans sa volonté de recentrage vers des partenaires actifs, l'EHESP a réduit le nombre de partenaires Erasmus à : l'Université de Liège et la Haute Ecole Libre de Bruxelles (Belgique), L'Université de Grenade (Espagne), l'Université de Kuopio (Finlande), l'Université de Cracovie (Pologne), Sheffield University (Royaume-Uni) et Karolinska Institute (Suède).

A l'occasion de la troisième édition des #ErasmusDays, événement organisé en France et en Europe, l'EHESP a célébré le programme Erasmus+ et l'Europe autour de différentes animations : un stand pour découvrir différents témoignages de membres du personnel partis en mobilité avec Erasmus +, la présentation des projets européens portés par l'EHESP et une exposition « Pourquoi partir en mobilité ? » présentant des témoignages d'enseignants chercheurs, personnels et étudiants du Projet UniR.

publique, et aussi à la signature d'une convention cadre en 2018. Le CIESPAC a dès lors été identifié comme l'un des partenaires à vocation régionale avec lequel l'EHESP souhaite développer ses activités en lien avec sa stratégie de partenariats sur le continent africain.

L'Agence Française de Développement (AFD), avec laquelle l'EHESP a signé une convention-cadre, a alloué une subvention de 3.000.000 € pour accompagner le CIESPAC pendant 3 ans à partir de 2020.

L'année 2019 a été consacrée à l'instruction et au montage du projet en commençant par deux missions à Brazzaville, une mission technique en janvier suivie d'une mission plus politique en présence du directeur de l'EHESP. Le projet défini en liaison avec l'AFD et l'équipe dirigeante du CIESPAC vise à renforcer ce dernier dans sa capacité à déployer une offre de formation en santé publique adaptée aux besoins des six états membres de la communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Gabon, Cameroun, Centrafrique, Congo, Guinée équatoriale, Tchad). Le projet, validé par l'AFD en décembre 2019 comprendra trois types d'interventions :

- **Un renforcement institutionnel** dans l'élaboration et la mise en œuvre du plan stratégique d'établissement
- **Un renforcement technique** en termes d'ingénierie pédagogique et de formation
- **Un renforcement des infrastructures**, dont un centre de documentation.

La mise en route des activités débutera en avril 2020 avec l'installation d'un chef de projet sur site.

Brésil

Fiocruz

Renouvellement pour 5 ans de la convention avec la fondation Oswaldo Cruz, incluant l'Ecole Nationale de Santé Publique, dans les champs de santé-environnement, gestion hospitalière et promotion de la santé. Accueil d'une doctorante brésilienne au LERES durant 1 an.

USA

University of Columbia - Mailman School of Public Health

Renouvellement de la convention d'enseignement avec 7 enseignants intervenus dans le MPH, une conférence à Rennes et deux conférences-débats organisées au Columbia Global Center à Paris sur « bioéthique » et « santé et migrations ».

Indiana University

Intervention d'une enseignante dans le MPH et accueil de stagiaires.

Vietnam

Signature de la troisième convention l'Université Pham Ngoc Thach (UPNT).

Depuis 2010, l'EHESP accompagne l'UPNT dans la mise en place d'un programme de formation en gestion hospitalière. Près de 135 directeurs et gestionnaires d'hôpitaux de Ho Chi Minh ville ont ainsi été formés dans ce programme qui comprenait 6 puis 9 modules de 4,5 jours. Si les enseignants de l'EHESP assuraient initialement la majorité des modules, la coopération a permis de transférer des compétences vers des enseignants vietnamiens. En 2019, 2 enseignants sont intervenus dans la sixième promotion, avec le soutien financier de l'ambassade de France et l'UPNT a créé un Institut du management.

Chine

Centre de développement des ressources humaines en santé (CDRHS) de la commission nationale et de la santé et du planning familial (ministère de la santé)

L'EHESP a organisé deux séjours d'études pour 2 publics différents : 13 directrices des soins accueillies une semaine à Paris en juin, et 13 directeurs d'hôpitaux accueillis à Rennes en juillet sur 3 jours. Les visites comprenaient des présentations-formations, des visites d'établissements et des temps d'échanges.

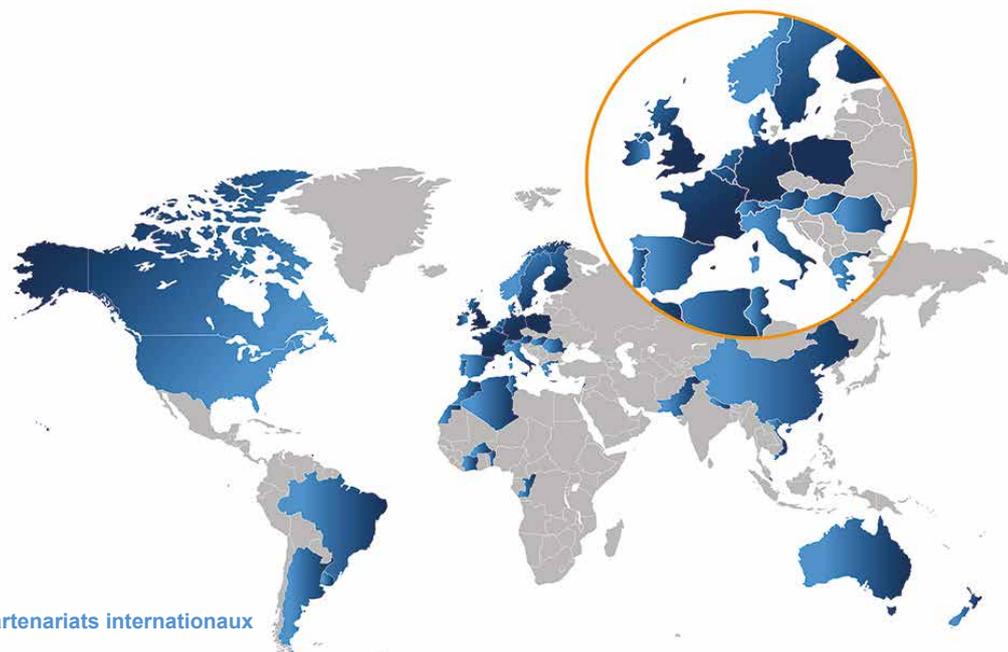
Province du Guizhou



La province de Guizhou a emprunté des fonds auprès de l'AFD et de la Banque mondiale pour financer la mise en place de nouveaux dispositifs de prise en charge de personnes âgées. Pour accompagner la direction des affaires civiles (DOCA), l'AFD finance parallèlement un appui technique sous le pilotage d'Expertise France comprenant 7 volets, dont un volet formation confié en partie à l'EHESP.

En mars 2019, 2 experts de l'Ecole ont conduit dans ce cadre une mission d'analyse des besoins sur site afin de proposer un cahier des charges pour la réalisation de formations de formateurs, ciblant 2 types de publics : les personnels soignants d'une part, et les managers d'établissements accueillant des personnes âgées, d'autre part.

L'EHESP assure la formation de formateurs sur le management des établissements qui doit aboutir à la formation de 90 futurs formateurs en trois sessions successives. L'objectif visé par la DOCA étant que ces formateurs-relais déploient ensuite la formation auprès de 900 professionnels, en deux ans. En juillet 2019, un premier groupe de 30 stagiaires, composé de formateurs, managers et membres de la DOCA, a suivi la formation d'une semaine animée par deux enseignants de l'EHESP.



Carte des partenariats internationaux

L'institut du management (IDM)

L'institut du management contribue, par **la formation, le conseil, l'expertise, la recherche et la coopération internationale, à l'accompagnement des organisations et des professionnels** face aux transformations du système de santé.

Dans le domaine de la formation, on retiendra pour l'année 2019, l'investissement dans le chantier de réingénierie des programmes de formation de la fonction publique hospitalière à travers trois orientations : la logique des blocs de compétences, l'individualisation des parcours et l'alternance. Dès 2019, des évolutions significatives ont été apportées à la période de spécialisation tant en ressources humaines, qu'en finances. En formation continue, outre les nombreux diplômes d'établissement et sessions organisés à l'EHESP ou sur site, ou encore le déploiement de la formation « Programme d'amélioration continue du travail en équipes de soins primaires » sur 13 régions métropoles et deux départements & régions d'Outre-Mer des Antilles françaises, l'année 2019 est marquée par le développement des formations au management à destination des médecins hospitaliers. Ainsi le GCS (groupement de coopération sanitaire) HUGO a retenu le projet porté par le département pour son nouveau cycle « Formation au management pour les médecins ».

L'institut du management a poursuivi l'accompagnement à la mise en œuvre opérationnelle des projets médicaux partagés de groupements hospitaliers de territoire, mais s'est également investi dans le programme Hospitalents avec la Direction générale de l'offre de soins (DGOS), et l'ANAP (Agence nationale d'appui à la performance), visant à soutenir des communautés professionnelles porteuses de projets d'innovation dans le cadre de ces mêmes GHT (Groupements hospitaliers de territoire).

Dans le champ de la recherche, on soulignera de nouveaux projets relatifs au travail aux urgences, à la collaboration interprofessionnelle au sein des équipes soignantes, à l'empowerment des patients atteints de cancer via la e-santé. Un nouveau contrat de recherche portant sur l'impact du marketing de l'alcool sur les jeunes a également été obtenu. En parallèle, dans le cadre du projet stratégique de l'EHESP, un nouveau projet scientifique de recherche autour du thème « Recherche sur les services et le management en santé » a été initié.

L'IDM est partie prenante des programmes internationaux dans le cadre d'accueil de stagiaires étrangers ou d'interventions à l'étranger, le pilotage de dispositifs de formation ou de missions d'expertise (Chine, Congo, Vietnam,...).

Le département Santé-environnement-travail et génie sanitaire (DSET&GS)

Le département réunit des compétences en évaluation et gestion des risques sanitaires, en urbanisme favorable à la santé et en santé-travail.

La plupart des enseignants apporte leur expertise pour la mise en œuvre des politiques en santé-environnement-travail à la fois nationales (Haut conseil de la santé publique et Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation,

de l'environnement et du travail, participation aux groupes du plan national santé-environnement 4) et locales (comité de pilotage et aux groupes de travail du plan régional santé environnement 3 Bretagne).

Le département est actif dans plusieurs formations de la fonction publique (ingénieurs du génie sanitaire, ingénieurs d'études sanitaires, techniciens sanitaires et de sécurité sanitaire) et formations diplômantes (2 parcours du master mention « Santé publique » en partenariat avec les universités rennaises, un parcours du Master of Public Health en langue anglaise et le parcours de master Santé publique et risques liés à l'environnement général avec l'Université de Paris).

L'activité de recherche se déploie principalement dans le cadre des UMR Inserm 1085-IRSET et CNRS- 6051-ARÈNES.

L'année 2019 a été marquée par :

- la mise en place d'une réflexion sur la déclinaison du domaine prioritaire « Environnements et santé » transversale à l'École,
- la nouvelle maquette du parcours de M2 SPREG,
- l'élargissement du master de santé publique pour renforcer la santé environnement dès le M1 et apporter des compétences nouvelles sur le diagnostic territorial, l'évaluation d'impacts et la surveillance en M2,
- le succès des Journées « santé environnement » consacrées à la surveillance et gestion des produits phytopharmaceutiques et biocides dans l'environnement : eau, air, alimentation, avec plus d'une centaine de participants.

Le département sciences humaines et sociales (SHS)

Le département des sciences humaines et sociales s'intéresse à l'analyse des politiques publiques dans les domaines de la santé et du social ainsi qu'aux comportements des individus et groupes sociaux à l'égard de la santé. Il regroupe des enseignants-chercheurs et ingénieurs d'études et de recherche qui réunissent des compétences en science politique, sociologie, droit, économie, sciences de l'éducation, psychologie, géographie et démographie.

Ces disciplines sont mobilisées pour le développement d'activités d'enseignement, de recherche et d'expertise, qui peuvent contribuer également à alimenter le débat public. Les enseignements ont vocation à se développer vers toutes les filières statutaires et diplômantes de l'EHESP ainsi que dans le secteur de la formation continue. L'activité de recherche se déploie principalement dans le cadre de l'UMR CNRS 6051-ARÈNES.

Au titre des faits marquants de l'année 2019, on peut souligner la réalisation, dans le cadre d'un projet européen et en lien avec le centre d'appui à la pédagogie, d'un ensemble de formations et de documents d'enseignement à distance sur la santé des migrants, la mise en œuvre d'un nouveau diplôme d'établissement « référent handicap » et la consolidation d'un travail partenarial interne et externe sur la problématique des évaluations d'impact sur la santé.

Le département Méthodes quantitatives en santé publique (METIS)

Le département a pour mission l'enseignement des méthodes quantitatives nécessaires à l'exercice des fonctions essentielles de santé publique et à la recherche dans ce domaine.

La disponibilité croissante de données exige des professionnels de santé publique une familiarité avec les perspectives ouvertes par ce déploiement et une capacité d'esprit critique. Dans ce contexte, les membres de METIS assurent l'enseignement de toutes méthodes contribuant à l'analyse quantitative pour la prise de décision en santé publique. Les enseignements aux élèves des masters de l'EHESP sont délivrés par discipline scientifique telles que l'épidémiologie et les biostatistiques. Le département assure également l'encadrement de la formation initiale et continue (stage statutaire) des pharmaciens inspecteurs de santé publique.

L'offre de METIS en formation continue est orientée vers des formations appliquées visant l'acquisition des compétences relatives à l'utilisation des données en santé (Programme de

médicalisation des systèmes d'information (PMSI), données du système national des données de santé (SNDS)). L'acquisition de compétences « métier » est proposée dans le diplôme d'établissement PMSI ou le certificat DIM MCO (Département d'information médicale Médecine chirurgie obstétrique).

D'autres formations, ouvertes depuis 2019, visent des compétences très spécifiques par exemple, la réalisation d'un diagnostic territorial ou l'évaluation d'une innovation.

Fort de ces trois décennies d'existence, le cours IDEA (Cours international d'épidémiologie appliquée) organisé en partenariat avec Santé Publique France, continue à assurer la formation en épidémiologie de terrain.

METIS comptait en 2019, dix professeurs EHESP, investis dans des domaines de recherche complémentaires tels que les maladies chroniques, la périnatalité, les maladies transmissibles et la vaccination. Sept d'entre eux participent à l'équipe d'accueil EA 7449 REPERES, initiative de recherche développée en partenariat avec l'université de Rennes 1 et qui a vu le jour début janvier 2017.

Le laboratoire

Le laboratoire d'études et de recherche en environnement et santé (LERES)

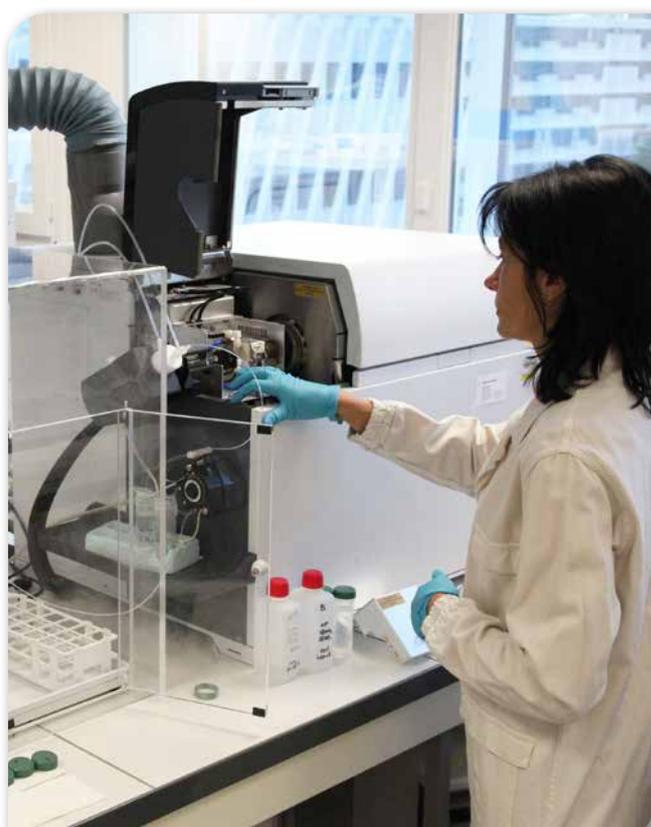
Le LERES est une plate-forme de recherche et développement en chimie analytique et microbiologie dédiée à l'évaluation des expositions humaines aux contaminants de l'environnement. Son équipe de 60 agents répond aux besoins de recherche, d'expertise et de formation dans trois domaines clefs de l'environnement et de la santé :

- les eaux de consommation et de loisirs ;
- l'environnement intérieur ;
- l'évaluation des expositions humaines via le dosage de xénobiotiques dans les matrices biologiques (biomonitoring).

Dans ces trois domaines, le laboratoire est accrédité par le COFRAC (Comité français d'accréditation) sur plus de 600 paramètres. Les projets de recherche sont menés principalement dans le cadre de l'UMR Inserm 1085-Irset, université de Rennes 1, EHESP, mais également dans le cadre de partenariats scientifiques à l'échelle nationale, notamment avec l'Agence nationale de santé publique « Santé Publique France » et l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES). Le laboratoire est équipé d'accueil de l'école doctorale biologie-santé de l'université de Rennes 1 (2 thèses doctorales en cours) et il participe sous l'égide du DSET&GS aux formations et enseignements dans le champ de la santé environnementale.

En 2019, le LERES a renforcé son positionnement dans le domaine de la qualité des eaux, en développant avec succès une méthode d'analyse des acides haloacétiques afin d'anticiper la mise en œuvre de la révision de la directive européenne de 1998. Dans le domaine de l'environnement intérieur, le LERES a continué ses développements de méthodes dans les poussières en s'intéressant plus particulièrement aux pesticides dont les plus polaires comme le glyphosate afin de pouvoir mieux caractériser les expositions dans les logements. Dans le domaine

du biomonitoring, il a poursuivi ses travaux innovants de développement de méthodes ciblées et non ciblées pour la caractérisation de l'exposome chimique, lui permettant d'être reconnu à l'échelle nationale et européenne (dans le cadre du programme HBM4EU (European Human Biomonitoring Initiative)).



2



La formation pour les professionnels du système de santé

en France et dans le monde

Formations pour la fonction publique et formations diplômantes

L'année 2019 est rythmée par l'introduction de nouvelles modalités pédagogiques.

En 2019, l'EHESP a poursuivi la réingénierie de tous les enseignements. Les formations s'adaptent aux exigences du monde professionnel, en anticipation constante des évolutions des métiers : approche par compétences et blocs, exercices de simulation, mises en situation, MOOC (massive open online course), escape games et nombre d'autres méthodes interactives.

Le MOOC « santé publique et système de santé : transitions et transformations », en janvier 2019, a introduit l'année. Réunissant 71 enseignants-chercheurs et personnalités de la santé publique, ce MOOC, en une seule session de 6 semaines, a été suivi par 7 785 apprenants en France et à l'étranger (87 pays), avec un taux de satisfaction de 98% et 900 certificats délivrés.

Une commission de la qualité des formations a vu le jour, composée d'élèves et responsables de formation, à l'initiative des représentants des élèves, pour déployer une méthode participative à la démarche de l'amélioration de la qualité des formations. Attentive aux besoins de ses apprenants, l'Ecole a engagé un travail collectif qui s'est révélé productif et concluant et a amené à revoir en profondeur les modalités et le format de la rentrée commune de janvier 2020.

Les étudiants, représentés par l'ADEMM (Association des diplômés et étudiants des masters et mastères spécialisés de l'EHESP), ont été fortement impliqués dans l'organisation de la remise des diplômes de décembre 2019, moment fort de fin de formation et de reconnaissance du parcours réalisé à l'EHESP.

Dans le cadre du Réseau des écoles de service public (RESP), l'EHESP a accueilli, en novembre 2019 et pendant 7 jours, une délégation d'auditeurs de l'Ecole nationale de la magistrature, afin de réfléchir aux passerelles entre santé et justice. Enseignants, chercheurs et élèves fonctionnaires ont été associés à cette formation-action dans un objectif d'inter-filialité et de décloisonnement entre administrations.

La création d'un nouveau site d'offres de stage et de premier emploi facilite désormais la mise en réseau et la recherche de stage pour tous les apprenants de l'EHESP et les employeurs.

L'innovation pédagogique a pu se déployer au cours de Duo Day (formation de binômes entre des personnes en situation de handicap et des professionnels) auxquels l'EHESP a participé en mai pour la deuxième année consécutive, enracinant ainsi les pratiques autour de la diversité dans l'Ecole.



L'innovation pédagogique rythme l'activité des élèves (tournages vidéo : présentation du concours d'entrée D3S « Campus channel », documentaire filmé sur les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes).

Les élèves valorisent aussi leurs futurs métiers, au travers de conférences et séminaires, permettant des temps d'échanges et d'animation professionnelle (« Directeur des soins - Directeur d'institut de formation paramédicale, entre universitarisation et territorialisation, quelles compétences pour demain ? », « Directeur des soins : un environnement et un métier en évolution », « Dis-moi comment tu communique, je te dirai quel manager tu es », « L'hôpital au défi des territoires »).

De nouvelles thématiques ont été introduites dans les formations : le certificat international en inspection-contrôle en santé publique, ainsi que le diplôme d'établissement « Référent handicap : accompagnement des personnels en situation de handicap au travail (8 modules de 3 jours) ou la formation « Répondre au défi des migrations : quel accueil pour les migrants et les demandeurs d'asile » (3 jours). Dans le cadre de masters, l'Ecole renforce son dispositif de formation fondé sur les enquêtes de terrain et les méthodes d'évaluation d'impact en santé pour des collectivités locales (master promotion de la santé et prévention).

Deux projets de formation de l'EHESP ont été lauréats du nouveau cursus universitaire (NCU) IDEA@L (issu du Programme d'investissement d'avenir (PIA)) :

- 1- Urbanisme favorable à la santé
- 2- Santé travail

Ils contribueront ainsi à la construction de la nouvelle offre de formation d'enseignement supérieur à Rennes.

Parcours européen Europubhealth

8 universités européennes collaborent pour offrir un parcours d'enseignement supérieur en santé publique Europubhealth+, l'EHESP y contribue.

- Andalusian School of Public Health - University of Granada, Spain
- EHESP School of Public Health, France
- Faculty of Health, Medicine and Life Sciences - Maastricht University, The Netherlands
- University of Sheffield, United Kingdom, Faculty of Law and Political Sciences
- University of Rennes 1, France
- Institute of Public Health - Jagiellonian -University Medical College of Krakow, Poland,
- University College Dublin, Faculty of Medicine – Ireland
- University of Liege, Belgium

40 étudiants sur 70 sont bénéficiaires d'une bourse dans le cadre de ce programme.

Internationalisation des formations

L'EHESP poursuit le renforcement de la dimension internationale des formations par l'accueil d'étudiants étrangers et l'accompagnement des étudiants souhaitant effectuer une mobilité hors de France.

- **118 étudiants internationaux en 2019-2020** sur 437 étudiants inscrits à l'EHESP, soit **37%**, en augmentation de +13% par rapport à l'année précédente. La grande majorité de ces étudiants provient de pays hors Union européenne (100).
- **11 étudiants internationaux accueillis en stage** de recherche à l'EHESP.
- **Stages à l'étranger** : 34 étudiants de masters et 53 élèves directeurs.
- **Bourses d'appui à la mobilité sortante** : 13 bourses de stage international sur critères sociaux ont été octroyées pour un montant de 13 400 €.

Le MPH fête ses 10 ans

En juillet 2019, le Master of Public Health (MPH) célébrait la 10^e cérémonie de remise des diplômes. Premier et unique master de santé publique en France qui soit entièrement dispensé en anglais et en partenariat avec des écoles de santé publique du monde anglo-américain (Columbia, University of North Carolina, Indiana University...), le MPH compte 60 diplômés par an, dont 75 à 85 % étrangers. Ses alumni, provenant de plus de 40 pays, travaillent aujourd'hui dans des institutions nationales et internationales (OMS, Banque Mondiale, OCDE, Unitaïd...), des unités de recherche renommées, des universités, des ONG, des entreprises.

Création du dispositif SMILE

Les nouvelles orientations stratégiques de l'École en matière d'ouverture et de rayonnement international ont conduit à la création du dispositif SMILE (Soutien à la mobilité par l'Apprentissage Interculturel, Linguistique et Expérientiel), qui comprend des ateliers de partage d'expériences interculturelles en formation et dans la vie quotidienne. Ce dispositif d'accueil et d'accompagnement a été déployé auprès des étudiants du Master of Public Health.

Le certificat international en inspection contrôle : une réponse à un besoin crucial en Afrique francophone

Spécifiquement conçu par l'EHESP pour des professionnels de l'inspection sanitaire ou médico-sociale en poste dans les pays d'Afrique francophone, le certificat international en inspection contrôle (CIIC) s'est déroulé à Rennes de novembre 2018 à début avril 2019. La première promotion comptait 19 personnes originaires de dix pays d'Afrique francophone (Burkina Faso, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, République Démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Tunisie).

L'EHESP répond ainsi à la demande de renforcement des capacités des inspections dans ces pays, notamment en travaillant sur la transposition et l'adaptation des outils et méthodes aux réalités locales, dans une perspective de « formation de formateurs ». Le certificat a bénéficié de l'appui financier du ministère de la santé via Expertise France, du concours de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) et de l'ARS Bretagne pour l'accueil des inspecteurs lors de visites de terrain. L'expertise du centre d'appui à la pédagogie (CApP) de l'EHESP a permis de concevoir un outil d'inspection virtuelle, véritable innovation au service de la transposition méthodologique dans les pays d'origine des participants.

Des formations qui évoluent et se diversifient

Le master 2 SPRE (Santé publique et risques environnementaux) est renommé SPREG, pour Santé publique et risques sanitaires en environnement général. Ce master, existant depuis 2004 co-accrédité avec l'université de Paris (tout comme le master 2 « Analyse et management des établissements de santé ») donne désormais une place importante à la microbiologie environnementale en tronc commun, et à la sécurité et vigilance professionnelle dans l'orientation professionnelle.

La promotion des élèves directeurs d'hôpital 2019-2020 affiche haut ses valeurs de service public, dans un engagement sur de nombreuses actions exemplaires : un colloque audacieux sur « L'hôpital au défi des territoires », le choix d'un parrain, Philippe Lançon, usager du système de santé et auteur du « Le lambeau », la soirée dédiée à Nicole Girard-Mangin, première femme médecin sur le front et symbole de la question de la véritable égalité femmes/hommes dans le système de santé.

L'effectif d'étudiants du master 2 Analyse et management des organisations de santé (AMOS) a doublé comptant 80 étudiants dans la promotion 2019. La formation « PACTE-Programme d'amélioration continue du travail en équipes de soins primaires » s'est déployée sur les 13 régions métropoles et 2 départements et régions d'Outre-Mer des Antilles françaises, en lien avec les agences régionales de santé et en partenariat avec la Haute Autorité de santé (HAS). Elle vise, par son format innovant et expérimental, les compétences managériales et organisationnelles pour les managers et coordonnateurs des organisations pluri-professionnelles de soins primaires, ainsi que la mise en place de communautés de pratiques.

Effectifs en formations fonction publique

	Formations	2017	2018	2019
Pôle établissement	Directeur d'hôpital (DH)	81	82	85
	Directeur des soins (DS)	49	50	51
	Directeur d'établissement social, sanitaire et médico-social (D3S)	73	82	62
	Attaché d'administration hospitalière (AAH)	65	53	42
	Sous-total	268	267	240
Pôle État	Inspecteur de l'action sanitaire et sociale	38	26	39 (8)
	Médecin inspecteur de santé publique	11	4	7
	Pharmacien inspecteur de santé publique	8	5	0
	Médecin de l'éducation nationale	32	32	31
	Médecin inspecteur régional du travail	-	-	0
	Sous-total	89	67	77
Pôle génie sanitaire-environnement	Ingénieur du génie sanitaire	-	17 (dont 4 FAE)	1 (dont 1 FAE)
	Ingénieur d'étude sanitaire	11 en FAE	18	32 (3) (dont 18 FAE)
	Technicien sanitaire et de sécurité sanitaire	35 (dont 17 FAE)	53 (dont 22 FAE)	35 (dont 21 FAE)
	Sous-total	46	88	68
Formation d'adaptation à l'emploi	Directeur d'hôpital	45	49	44
	Directeur d'établissement social, sanitaire et médico-social	27	21	27
	Attaché d'administration hospitalière	93 (55)	115 (22)	76 (13)
	Inspecteur Hors classe (ex. IPASS)	51	44	38
	Sous-total	216	229	185
Cycles préparatoires	Direction	38	40	38
	AAH longs	5	5	2
	AAH courts	4	3	3
	Directeur des soins	8	7	12
	Classe préparatoire intégrée	25	18	16
	Sous-total	80	73	71
Total		699	724	641

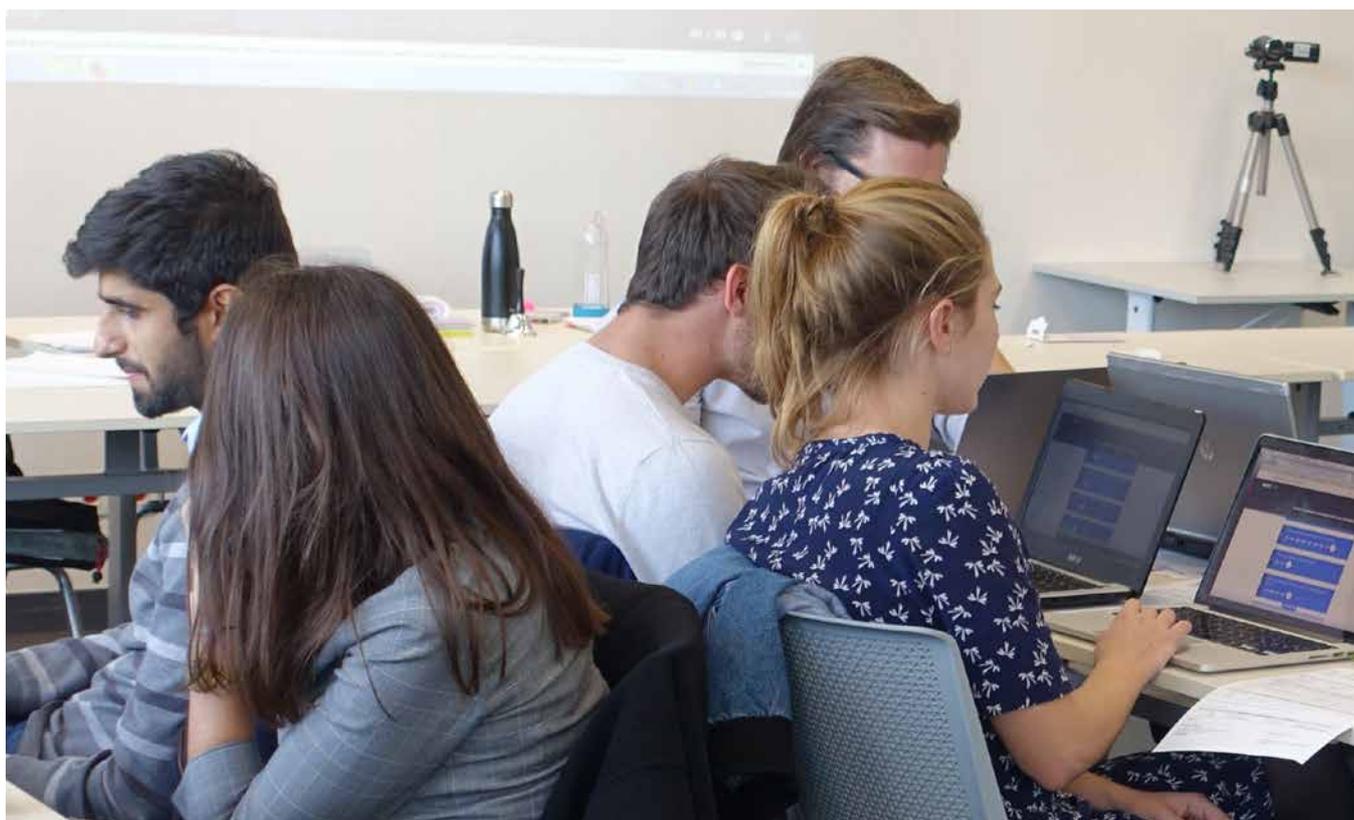
() Effectifs relevant de la loi Sauvadet
 FAE : Formation d'adaptation à l'emploi
 IPASS : Inspecteur principal de l'action sanitaire et sociale

Effectifs en formations diplômantes

		2017-18	2018-19	2019-20
Master mention santé publique (en anglais)	Master of Public Health - M1	32	31	33
	Master of Public Health - M2	45	60	64
Master mention droit de la santé	Droit, santé, éthique - M2**	47	32	30
Masters mention santé publique	Sciences sociales et management - M1	37	42	41
	Enfance, jeunesse : politiques et accompagnement - M2	28	23	24
	Pilotage des politiques et actions en santé publique - M2	33	31	31
	Promotion de la santé et prévention - M2	22	23	30
	Analyse et management des organisations de santé - M2	39	38	78
	Méthodes et outils d'évaluation des risques sanitaires liés à l'environnement - M2	4	4	5
	Situation de handicap et participation sociale - M2	21	21	20
	Santé publique et risques environnementaux - M2	5	7	4
	Analyse et management des établissements de santé - M2	101	95	70
Mastères spécialisés®	Equipements biomédicaux**	11	8	8
	Ingénierie et management des technologies de santé	20	10	7
	Management en santé	16	13	18
	Ingénierie et management des risques en santé, environnement, travail	16	11	-
Europubhealth	Europubhealth - M1	41	39	42
	Europubhealth - M2	17	39	39
Total		535	527	503*

*Le total ne comprend pas les 25 étudiants Europubhealth déjà inscrits sur les lignes MPH (22), master PASP (2) et du master droit santé éthique (1)

**Effectifs inscrits dans un autre établissement



La formation continue

L'offre de formation continue globale

L'offre de formation s'est enrichie de deux diplômes d'établissement (DE) dans le domaine des ressources humaines et de la qualité de vie au travail avec le DE Médiation professionnelle en établissement de santé, social, médico-social et le DE Référent handicap.

De nouvelles formations portant sur les données de santé complètent les diplômes portant sur le PMSI, élaborés en partenariat avec l'ATIH.

En collaboration avec les directions centrales du ministère des solidarités et de la santé, des formations courtes portant sur la transformation de l'offre sociale et médico-sociale dans le secteur du handicap et la santé mentale ont été développées. En réponse aux besoins de formation des bureaux d'études et

collectivité territoriales, une formation courte a été créée sur le thème des plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux (PGSSE) « Connaître et promouvoir les plans de gestion de sécurité sanitaire des eaux ».

Le certificat « Promotion de la santé des populations : modalités et stratégies d'actions » a été rénové afin de s'adapter à l'évolution des besoins de nos publics avec la création de nouveaux modules : « Education, littératie en santé et marketing social : agir sur les facteurs individuels de la santé », « Améliorer la santé des populations par l'action sur les milieux de vie et caractéristiques des environnements » et « Animation territoriale et santé communautaire : mobiliser les ressources locales pour l'équité en santé ».

L'offre de formation continue sur mesure

L'activité de formation continue sur mesure est constituée d'une part, de formations du catalogue adaptées aux besoins d'établissements et d'administrations et mises en place à leur demande et d'autre part, de projets plus ambitieux.

Ainsi, la formation au management pour les médecins, construite comme un parcours diplômant et qui bénéficie d'une bonne notoriété, a été organisée spécifiquement pour plusieurs établissements. Cette formation a vocation à se poursuivre et s'amplifier.

200 contrôleurs de gestion, responsables et agents des services financiers ont été formés au retraitement comptable hospitalier à la demande du Ministère des Solidarités et de la Santé.

Le dispositif PACTE (Programme d'Amélioration Continue

du Travail en Equipe) en Soins primaires a concerné 306 coordonnateurs de structures d'exercice coordonnées, essentiellement des maisons de santé pluriprofessionnelles. 184 ont validé un diplôme d'établissement de l'EHESP. Par ailleurs, il a été intégré à Ma santé 2022, comme levier de la stratégie de transformation du système de santé (STSS) pilotée par le Ministère des Solidarités et de la Santé. Ainsi, il concerne désormais toutes les régions françaises et est élargi aux communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) et aux centres de santé (CdS). De plus, un observatoire a été mis en place, alimenté par les données recueillies à travers le dispositif PACTE, pour contribuer à l'analyse des transformations en cours dans le champ des soins primaires.

L'activité formation continue

ACTIVITE	2017	2018	2019	Evolution 2019/2018
Sessions catalogue	254	274	287	+ 4,7 %
Sessions sur mesure	233	199	195	- 2 %
Sessions réalisées (catalogue + sur mesure)	439	434	437	+ 0,7 %
Taux d'annulation	9,8 %	8,2 %	9,3 %	+ 4,4 %
Stagiaires	9 338	6 232	5 915	- 5,08 %
Jours-stagiaire	40 233	42 265	47 254	+ 11,8 %
VAE CAFDES Nouveaux entrants	191	183	156	- 14,7 %
VAE CAFDES Candidats présentés au jury	186	159	143	- 10 %

L'activité formation continue, en nombre de jours-stagiaires, a progressé d'environ 12 % en 2019. En revanche, le nombre de stagiaires a diminué de 5 % en raison de l'augmentation du nombre de stagiaires ayant suivi des formations longues diplômantes et de la forte baisse du nombre de stagiaires en formation courte.

Les recettes en formation continue

RECETTES FC (en K€)	2017	2018	2019	Evolution 2019/2018
Formations inter-établissements + diplômes	3 548	5 513	5 355	- 2,86 %
Formations sur-mesure, intra	880	1 084	1 547	+ 42,71 %
Sous-total Formation continue	4 428	6 597	6 902	+ 4,62 %
Préparations aux concours	194	153	214,5	+ 40 %
VAE CAFDES	289	293	253,5	- 13,48 %
Autres recettes	493	871	132	- 84,8 %
Total général Formation tout au long de la vie	5 404	7 914	7 502	- 5,2 %

L'activité de formation tout au long de la vie a généré 7 502 K€ de recettes en 2019 (- 5 %). Ce résultat est lié à la forte diminution des « autres recettes » (- 85 %). Si l'on isole ce poste, qui regroupe des actions plus proches de l'expertise que de la formation continue, les activités FC ont progressé de 4,17 % par rapport à 2018. L'activité FC hors les « autres recettes » a progressé de 4,17 % par rapport à 2018.

La validation des acquis

La diversification des dispositifs de validation des acquis permet chaque année aux professionnels d'intégrer directement une seconde année de master par la VAPP (validation des acquis personnels et professionnels) sans passer par un master 1 et pour certains d'obtenir par la VAE (validation des acquis de l'expérience) tout ou partie d'un master ou du CAFDES (Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale).

La VAE pour le CAFDES poursuit sa trajectoire à la baisse en candidats entrant dans le dispositif (-14,75 % en 2019). À noter que parmi les candidats présentés aux jurys VAE : pour

le master Promotion de la santé et prévention, la démarche a abouti à une validation totale et, pour le CAFDES, 82,29 % des candidats ont obtenu tout ou partie du diplôme (51 validations totales, 66 validations partielles).

La progression de 40,98 % du nombre de demandes de VAPP démontre un réel intérêt pour les certifications professionnelles délivrées par l'EHESP. L'évolution de l'information relative à la validation des acquis, sur le site internet de l'École, devrait aussi contribuer à promouvoir le dispositif de validation des études supérieures (VES) et favoriser ainsi une montée en charge progressive des demandes.

L'orientation sur les formations de l'EHESP

Les personnes entrées dans la vie active, qui souhaitent connaître les métiers auxquels forme l'EHESP, reprendre des études en santé publique, se réorienter professionnellement, ou bien être accompagnées dans une démarche de validation des acquis ou dans le choix d'une formation dispensée par l'École, peuvent solliciter un entretien. En 2019, plus de 200 professionnels ont bénéficié de ce service.



Former et agir en interdisciplinarité et interprofessionnalité en santé publique : une compétence clef de l'EHESP

Le Réseau doctoral en santé publique (RDSP)

Une activité en constante progression

25 nouveaux doctorants ont été recrutés sur l'année 2018-2019, dont 8 contrats doctoraux du réseau doctoral et 4 contrats sur ressources propres de l'EHESP. Fin 2019, le réseau doctoral compte 91 doctorants inscrits dont 27 internationaux (29,7%) et 7 inscriptions administratives à l'EHESP.

25 thèses ont été soutenues en 2019 ce qui amène le nombre de docteurs du réseau doctoral à 146.

En mars 2019, les **10^{es} rencontres scientifiques** ont rassemblé plus de 60 personnes à Paris autour de **l'intelligence artificielle**. Comme chaque année, les travaux de recherche en cours de 24 doctorants ont été discutés. Le prix du meilleur poster a été attribué à une doctorante en deuxième année (ED 393) pour son sujet sur les « Mécanismes des inégalités sociales en matière de dépression parentale et impact sur le développement de l'enfant ».



Rencontres scientifiques
du réseau doctoral en santé publique

4 séminaires interdisciplinaires ont été organisés.

Les thèmes présentés et discutés par les futurs acteurs de santé publique ont abordé des problématiques clefs pour l'avenir du système de santé : Inégalités sociales de santé au prisme du genre ; Réduction des risques chez les usagers de drogue : un exemple de prise de décision de santé ; Inégalités géographiques d'accès aux soins en France ; Le patient : au centre du système de santé. Une quinzaine de doctorants étaient impliqués dans la construction de ces séminaires. On a compté plus d'une centaine de participants.

Enfin, pour permettre aux doctorants de suivre une formation pluridisciplinaire et de s'ouvrir à l'international, le réseau a délivré 4 bourses à l'international en 2019. Des aides à la mobilité pour la formation ont été octroyées pour un montant de 25 000 €.

Dans le champ de la santé travail, le parcours doctoral mis en œuvre en 2016 conjointement avec l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation), Santé publique France, la DGT (direction générale du travail) et l'INRS (Institut national de recherche et de sécurité) a permis de financer en 2019 deux doctorants qui travaillent respectivement sur : « Exposition aux pesticides et santé des jardiniers et travailleurs des espaces verts » ; et « Mutation du travail et doctrine de prévention ».

Comprendre et agir en interprofessionnalité : des recommandations accessibles en ligne toujours plus nombreuses

10 nouvelles notes de synthèse, produites par des élèves en formation statutaire de l'EHESP dans le cadre du module interprofessionnel de santé publique (MIP), sont venues compléter la collection « la santé publique en action(s) » des Presses de l'EHESP. En accès libre [sur le site des Presses de l'EHESP](#), la collection vise à offrir aux acteurs des secteurs sanitaires et sociaux des recommandations sur des problématiques spécifiques de santé publique :

- **Réinterroger** les frontières du champ médico-social à la lumière de la requalification
- **Améliorer** l'autonomie des personnes en situation de handicap grâce aux fablabs
- **Reconnaître** les droits et les attentes des proches-aidants de personnes âgées
- Améliorer l'accès aux médicaments innovants auprès des usagers
- **Sensibiliser** et former aux bienfaits des espaces naturels dans les établissements sanitaires et médico-sociaux ; Prévenir les infections sexuellement transmissibles chez les personnes de plus de 60 ans
- **Promouvoir** l'alimentation saine à l'école : quelles actions au-delà des menus à la cantine ?
- Démarrer sa carrière de directeur d'établissement médico-social dans une structure multi-sites
- Améliorer le dialogue social en établissement de santé grâce à l'expertise CHSCT
- **Agir** contre l'hésitation vaccinale antigrippale des directeurs de la fonction publique hospitalière

Ces travaux démontrent tout l'intérêt d'une approche pluri-professionnelle en santé publique et initient des habitudes de travail concerté pour améliorer la prise en charge de nos concitoyens.

Le développement pédagogique

L'EHESP poursuit sa transformation pédagogique

Au cœur du nouveau PSE 2019-23, la transformation pédagogique est définie comme l'une des priorités de l'EHESP. Dans ce cadre, le centre d'appui à la pédagogie (CApP) a accentué en 2019 le développement de la formation à distance et l'expérimentation de nouvelles modalités pédagogiques. Parmi les projets significatifs notons le projet européen de formation en ligne des professionnels travaillant avec les migrants et réfugiés, le MOOC « Santé publique et système de santé : transitions et transformations » et le projet Partibridges, programme d'accompagnement d'une équipe internationale pour la transformation d'une formation présentielle en dispositif à distance.



L'expérimentation pédagogique en 2019 s'est notamment portée sur l'apprentissage par le jeu avec la création d'un escape game dans le cadre des sessions inter-école, d'un jeu de plateau à destination des techniciens sanitaires et d'un jeu de piste à destination des nouveaux élèves.

Ces initiatives font l'objet d'une valorisation interne grâce aux Cappuccino, retours d'expérience entre pairs sous forme de cafés pédagogiques. Le CApP a également valorisé ces expérimentations pédagogiques en participant activement aux réseaux nationaux et internationaux en pédagogie universitaire : BSQF (Belgique, Suisse, Québec, France), QPES (Questions de pédagogies dans l'enseignement supérieur), AIPU (Association Internationale de Pédagogie Universitaire).

L'accompagnement proposé aux acteurs a été renforcé par la mise à disposition d'une fabrique pédagogique, nouveau lieu facilitant la création autonome de projets pédagogiques (webconférence, création de diaporamas narrés, WebTv, etc.). Le CApP participe par ailleurs activement à la transformation de l'offre de formation de l'École par l'approche par compétence et a mis en place cette année, une série d'ateliers axés sur la pédagogie active.

La banque de données en santé publique (BDSP)

Conformément aux délibérations de l'assemblée du réseau, le portail BDSP a été fermé le 5 juillet 2019. Une archive ouverte de la base documentaire a été constituée par l'Inist (Institut de l'information scientifique et technique) - CNRS (Centre national de la recherche scientifique), en lien avec l'équipe de coordination. Le site donne également accès au thésaurus de santé publique. Les modalités de gestion de l'archive font l'objet d'une convention cosignée par l'Inist-CNRS et l'EHESP. Le TSP5 (thésaurus en santé publique) est également disponible dans Loterre, une plateforme de ressources terminologiques de l'Inist-CNRS.

La documentation

Les indicateurs 2019 continuent de montrer l'intérêt des usagers quant aux produits et services.

En 2019, l'accent a été porté sur le développement du portail HAL (Hyper articles en ligne)-EHESP. Outre un travail d'accompagnement auprès des enseignants-chercheurs, des efforts ont été réalisés concernant le paramétrage ainsi que le développement d'indicateurs bibliométriques.

Le service s'est également engagé dans la réflexion concernant le rapprochement des entités documentaires des établissements du Projet UniR (Université de Rennes).

La bibliothèque du site parisien a accueilli, en septembre, les équipes documentaires du GED (Grand équipement documentaire - Campus Condorcet). Ce partenariat lui permet de proposer temporairement une prestation « hors des murs », à destination de son public.





La recherche internationale en santé publique

L'EHESP a pu en 2019 développer et communiquer autour de ses activités de recherche, d'expertise et d'aide à la prise de décision en santé publique à l'échelle locale, régionale, nationale, européenne et internationale.

Dispositif inter-régional de recherche, d'évaluation et d'expertise en santé (DIREES)

Le premier dispositif inter-régional de recherche, d'évaluation et d'expertise en santé (DIREES) est né de la volonté conjointe de l'EHESP et des ARS des Pays de la Loire et de Bretagne d'accompagner la transformation du système de santé en organisant une interface entre chercheurs, experts et décideurs du Grand Ouest.



Formalisant leur engagement mutuel par une convention tripartite signée en août 2019 par les directeurs des trois institutions, le DIREES a pour objectif de renforcer l'efficacité et la qualité des politiques de santé en facilitant, contribuant ou produisant des expertises ou des évaluations multidisciplinaires d'interventions de santé publique et dans le système de santé, déployées sur le territoire.

Le DIREES entrera en 2020 dans sa phase opérationnelle et va débiter ses actions sur des questions relatives à :

- **La qualité de vie au travail** dans les établissements de santé et médicosociaux ;
- **L'organisation des soins primaires** et la question notamment des leviers susceptibles d'orienter les praticiens vers un exercice coordonné ;
- **Les contrats locaux de santé** et l'impact des mesures de ces contrats dans le champ de la prévention et de la promotion de la santé et de la santé-environnement ;
- **La qualité de l'air intérieur.**

Thierry Damerval, président directeur général de l'agence nationale de la recherche (ANR), en visite à l'EHESP

La visite du président directeur général de l'ANR à Rennes a débuté par la découverte du campus de l'EHESP et de l'IRSET avec un temps spécifique dédié à la présentation du Laboratoire d'études et de recherche en santé environnement-travail (LERES). Thierry Damerval a pu ensuite s'entretenir



avec les dirigeants des établissements du Projet UniR et les délégués régionaux CNRS et Inserm avant de débiter une conférence sur le thème « **ANR, recherche et innovation** ». Conférence suivie par les représentants des universités et écoles rennaises, les partenaires du site (Inserm, CNRS, CHU de Rennes, Délégation régionale à la recherche et à la technologie) ainsi que la communauté scientifique de l'EHESP.

L'EHESP à la 12^e European Public Health Conference

La EPH Conference organisée par The European Public Health Association (EUPHA) en partenariat cette année avec la Société française de santé publique (SFSP) a réuni plus de 1 500 chercheurs, professionnels et acteurs internationaux à Marseille (France). Une importante délégation d'enseignants-chercheurs et doctorants de l'EHESP a participé à cette 12^e édition sur le thème **Construire des ponts pour une santé publique solidaire et ouverte sur le Monde**. 48 participants, 3 interventions en pré-conférences, 22 présentations, 12 posters et un stand EHESP dans la Maison France. Jonathan Roux, EA 7449 REPERES et ancien doctorant du RDSP, a remporté le prix du meilleur poster jeune chercheur « antibio-résistance et propagation inter-hospitalière ».



Communiquer auprès du grand public

Village des sciences

L'EHESP a participé au Village des sciences de Rennes qui a connu un record de fréquentation (21 500 visiteurs). L'EHESP, en partenariat avec l'institut d'aménagement et d'urbanisme de Rennes (IAUR), les UMR IRSET, ARÈNES et le RDSP, a proposé une animation autour de « **Santé et bien-être en ville : concevoir la ville de demain** ». Par ailleurs le grand public a été invité à découvrir l'apport de la recherche conduite par les établissements membres du Projet UniR pour le territoire de Rennes Métropole.

Conférences à l'Espace des sciences

Dans le cadre du partenariat avec l'**Espace des sciences** et la CRSA Bretagne (Conférence régionale de la santé et de l'autonomie), l'EHESP a proposé deux conférences : **Sexe, genre et inégalités d'accès aux soins médicaux et Respirer un air plus sain.**

Unités et équipes labellisées

L'activité 2019 des équipes labellisées, dont l'EHESP est tutelle, est marquée par une volonté de plus en plus affirmée d'opérer des ponts et des synergies entre les différentes structures au service de projets en santé publique nécessitant des regards croisés.

Institut de recherche sur la santé, l'environnement et le travail (IRSET UMR Inserm 1085)

Une année 2019 riche en événements :

- **Janvier** : visite d'une délégation de l'agence française de développement (AFD)
- **Mars** : rencontre Irset-Inra et « Printemps de la recherche » by DOC'7, le club des docs et post-docs
- **Mai** : destination Labo Inserm : 30 personnes (grand public) accueillies
- **Juillet** : accueil d'une délégation du Luxembourg (Université et Luxembourg Institute of Science and Technology)
- **Septembre** : visite d'une délégation russe de l'université de Lobatchevsky, Nizhny Novgorod et première réunion des hospitalo-universitaires Irset
- **Octobre** : première rencontre Irset-Anses dans le cadre de Greex, le Groupe de recherche et d'expertise sur l'exposome. Octobre toujours, village des Sciences, belle affluence sur le stand « Mammifère : t'as de beaux œufs tu sais ! »
- **Novembre** : conférence by DOC'7 « Chercheurs d'aujourd'hui et de demain » - La femme dans la science



L'année s'est conclue par un séminaire de l'ensemble des équipes en vue de la préparation de la future autoévaluation et du projet Hcéres.

ARÈNES (UMR CNRS 6051)

Un nouveau chercheur CNRS a rejoint l'UMR depuis octobre 2019. Ses travaux portent sur les politiques publiques (politiques sociales, politiques d'éducation, et politiques de l'emploi) en direction des jeunes en Europe, ainsi que sur la pauvreté et le rapport au politique des jeunes. Il est notamment l'auteur de l'ouvrage « La jeunesse dans tous ses États », publié en 2018 aux Presses universitaires de France.

Trois nouveaux contrats doctoraux ont été obtenus :

- Les perturbateurs endocriniens : un enjeu majeur à l'interface entre science et société (*co-direction CNRS/ARÈNES et INSERM/IRSET*)
- La gouvernance multiniveaux des industries émergentes. Une analyse comparative des filières marines en Europe (*co-direction CNRS/Rennes 1*)
- Les appropriations locales des politiques de genre : Ethnographie comparée des personnels municipaux chargés de leur mise en œuvre en France et au Portugal (*direction Rennes 2*)

ainsi que quatre contrats de recherche :

- European social policy network, réseau européen (ESPN)
- Cancers chez les personnes suivies pour des troubles psychiques sévères : des défauts de prise en charge ? (CANOPEE)

- Les mutations du travail politique au prisme des big data (MUTADATA)
- Analyse de l'élaboration, de la mise en œuvre et des effets de la « taxe soda » appliquée en France depuis le 1^{er} juillet 2018 (SODA-TAX)

Recherche en pharmaco-épidémiologie et recours aux soins (REPERES EA 7449)

L'équipe a poursuivi en 2019 son activité de recherche dans les deux champs disciplinaires constitutifs que sont la pharmaco-épidémiologie et la recherche sur les services de santé. La production scientifique a connu une belle croissance pour atteindre un total de 55 articles publiés dans des revues internationales à comité de lecture (45 en 2018). Deux temps forts ont marqué l'année 2019. En premier lieu, suite à une première édition en 2017, REPERES a organisé les 24 et 25 juin 2019, un nouveau congrès « Le SNDS pour la recherche en santé » afin d'aborder des sujets d'actualité tels que les aspects réglementaires de l'utilisation des données du Système National de Données de Santé (SNDS), les problématiques de chaînage et de visualisation de données. Cet événement scientifique hébergé par l'EHESP a réuni quelques 140 participants. Le second temps fort a été l'organisation dans le cadre de la 12^e conférence européenne de santé publique à Marseille d'un atelier sur la thématique de l'accès universel aux soins. Au cours de cet atelier, plusieurs chercheurs d'horizons disciplinaires et nationaux différents ont présenté les résultats de leurs travaux. Selon ces derniers, l'objectif d'un accès équitable est largement partagé par les systèmes de santé. Les difficultés rencontrées pour l'atteindre, y compris dans les pays à haut niveau de revenus, ont également été soulignées.

Equipe d'accueil Management des organisations de santé (MOS EA 7348)

Les membres de l'EA MOS poursuivent le développement de leurs activités tout en travaillant à l'élaboration d'un nouveau projet scientifique de recherche autour du thème « Recherche sur les services et le management en santé » (RSMS). Encore peu développés en France, la production scientifique, l'expertise et l'enseignement que développe l'EHESP dans le cadre de la RSMS est à ce titre relativement unique. C'est pourquoi l'École a identifié le développement de cet axe de recherche comme une priorité dans son nouveau projet stratégique d'établissement. Des discussions sont actuellement en cours avec des membres de l'EA REPERES et de l'UMR ARÈNES afin d'instaurer des synergies entre disciplines dans le champ de la santé publique.

Une nouvelle politique des chaires validée par les instances de l'EHESP

Afin que les chaires constituent un véritable levier de la stratégie recherche/attractivité de l'EHESP, il apparaît qu'elles doivent s'ancrer aux réflexions stratégiques de l'École, renforcer ou créer de nouveaux axes dans les domaines les plus cruciaux pour son développement et attirer des chercheurs et chercheuses de talent en son sein.

En conséquence, il est proposé de formaliser **3 modèles de chaires « types »**, avec des profils, des formats et des objectifs distincts :

- La **chaire Indoor** s'appuie sur un chercheur sénior en poste et permet de renforcer ses moyens et son ancrage au sein de l'EHESP. Elle est attribuée à un chercheur ou enseignant-chercheur de l'EHESP.
- La **chaire Junior** vise à renforcer un axe performant au sein d'une structure labellisée. Elle est attribuée à un chercheur de niveau post-doctorat, qui s'insère dans un écosystème identifié.
- La **chaire Sénior** vise à créer un nouvel axe au sein d'une structure labellisée. Elle est attribuée à un chercheur confirmé, qui bénéficie d'un « starting package » pour le recrutement de doctorants et post-doctorants.

Zoom sur...

Chaire Enfance, bien-être, parentalité

La chaire, portée par un partenariat EHESP - Caisse nationale d'allocations familiales, a bouclé l'essentiel de son programme de travail. L'ensemble de ses activités est accessible sur le site dédié.

Des bilans de la littérature internationale sur les mesures et les déterminants du bien-être (en particulier du bien-être subjectif des enfants, dans leurs familles et à l'école), mais aussi sur le rôle des parents, ont été produits et sont en cours de publication. Des analyses secondaires de bases de données internationales ont été réalisées pour repérer des questions peu documentées et engager des travaux complémentaires. Parmi ceux-ci, une première enquête qualitative est en cours sur la perception du futur chez les lycéens et leurs parents.

Trois publications sont en cours de production : un numéro bilingue de la Revue des politiques sociales et familiales accessible en ligne; le numéro 85 de la revue franco-canadienne, Lien social et politiques sur « la parentalité intensive et le déterminisme parental » devrait paraître en 2020 et un ouvrage en anglais chez Wiley, sur le bien-être des enfants à l'école, est en préparation également pour une publication en fin d'année.

Actualités en bref

Chaire d'excellence pour l'étude de l'exposome chimique humain

Les travaux réalisés dans le cadre de la chaire de recherche, qui vise à rendre le concept d'exposome chimique opérationnel, ont été présentés à la Gordon Conference de février 2019 qui s'est tenue à Ventura (Californie, USA). Il s'agissait de la première Gordon Conference organisée sur le thème de la métabolomique pour une meilleure compréhension des maladies chroniques non transmissibles.

Le développement d'un logiciel permettant de réaliser une préannotation automatisée (dite profilage de suspects) des sets de données issus de la chromatographie liquide à ultra-haute pression couplée à un spectromètre de masse à haute résolution avec une source électrospray d'ionisation (UHPLC-ESI-HRMS) a été initié.

Chaire Management des établissements de santé

La chaire contribue au programme Hospitalents (DGOS, EHESP, ANAP) qui propose un appui aux GHT en animant l'accompagnement des communautés professionnelles pour expérimenter une approche collaborative fondée sur la confiance dans le potentiel d'innovation, fédérer dans un espace de créativité des équipes managériales de GHT et expérimenter des solutions décloisonnantes.

En parallèle, un chantier de redéfinition de la chaire, de ses objectifs et modalités d'actions a été initié avec l'ensemble des partenaires et devrait aboutir à un nouveau projet **courant 2020**.

Chaire Management des technologies de santé

Organisation d'une journée colloque à Rennes en juillet 2019 sur « Production des soins et parcours de soins ».

En partenariat avec l'EHESP, ID2Santé, le CHU de Rennes, l'ARS Bretagne, l'Université de technologie de Compiègne, l'Ecole des Mines de Saint Etienne et l'IMT Atlantique.

À signaler, la chaire a été lauréate du **prix Roberval de la meilleure littérature francophone**, dans la catégorie Enseignement supérieur pour l'ouvrage « Architecture et ingénierie : le défi de l'avenir » - Ouvrage collectif sous la direction de François LANGEVIN, édité aux Presses de l'EHESP.



Chaire Politiques Européennes Santé et Objectif transverAI (PESSOA)

La chaire, créée en 2019, a pour objectif de renforcer la connaissance des questions européennes pour la haute fonction publique française et de développer la dimension intersectorielle et interdisciplinaire des études européennes. Elle contribuera à la création de contenus pédagogiques sur l'action de l'Union Européenne pour les formations de l'EHESP.

Organisation, management et performance de notre système de santé

DEVINe : DEveloppement neurocognitif de l'enfant de la naissance à dix ans au BénIN

Le développement neurocognitif de l'enfant en Afrique sub-Saharienne est souvent évalué à partir de tests développés dans les pays industrialisés. L'interprétation de ces tests et le retour aux familles n'est pas aisé. En effet, la signification des résultats de ces tests dans ce contexte a été peu étudiée. Par exemple, en-deçà de quel score sur une échelle particulière, l'enfant va-t-il avoir des difficultés à l'école ou dans sa vie quotidienne ? La question de la perception des familles concernant des déficits dépistés se pose. Pouvoir différencier le développement typique des dimensions qui posent problème à l'enfant du point de vue des familles et de l'école est indispensable afin de pouvoir proposer des interventions adaptées. Le caractère prédictif des tests utilisés a été peu étudié dans ce contexte, notamment au cours de suivi de cohortes à long terme des enfants en Afrique sub-Saharienne.

Les objectifs principaux du projet DEVINe sont d'étudier les liens entre les difficultés de l'enfant perçues par les parents et les mesures objectives de développement évaluées à six ans chez leurs enfants, d'étudier les liens entre les difficultés de l'enfant perçues par les parents et les enseignants et les performances scolaires à onze ans de l'enfant, et enfin d'étudier les liens entre les mesures objectives de développement à l'âge de six ans et les performances scolaires à onze ans.

Environnements et santé

Exposition aux pesticides au cours de la grossesse et malformations

L'exposition aux pesticides au cours de la grossesse est suspectée d'augmenter le risque de malformations congénitales du petit garçon, en particulier les hypospadias (localisation anormale de l'orifice urinaire) qui touchent 0,3% des naissances en Bretagne. Pour étudier ce risque, une enquête épidémiologique cas-témoins (MECOTOX) a été mise en place en Bretagne, région d'agriculture intensive et disposant d'un registre des malformations congénitales.

L'originalité du projet repose sur le dosage de pesticides dans les premières selles émises à la naissance (méconium) qui reflètent l'exposition cumulée du fœtus depuis la 12^e semaine de grossesse. L'EHESP a participé à l'élaboration de la liste des molécules à doser en identifiant les molécules analysables en une seule et même méthode afin de limiter les coûts analytiques, tout en conservant un maximum de molécules d'intérêt pour le projet. Une méthode d'analyse a été développée via l'optimisation des différentes étapes : préparation de l'échantillon (lyophilisation et broyage), extraction des substances d'intérêt de la matrice, purification des extraits organiques obtenus et analyse des extraits purifiés par chromatographie en phase liquide ultra haute performance couplée à la spectrométrie de masse en tandem. Près de 200 échantillons ont été analysés, les données sont en cours de retraitement avant leur exploitation statistique.

Les participants sont issus d'une cohorte mère-enfant au Bénin dans le district d'Allada. Environ 500 enfants seront suivis à l'âge de onze ans. Un psychologue béninois, coordinateur de l'étude, va réaliser une thèse de psychologie dans le cadre de ce projet.

Partenariat avec l'observatoire français de la sclérose en plaques

L'EHESP a construit depuis plusieurs années un partenariat fort avec l'observatoire français de la sclérose en plaques (OFSEP), qui est un grand outil épidémiologique sur la sclérose en plaques (SEP) à destination de la communauté scientifique française et internationale. Il doit permettre d'aider à répondre à de nombreuses questions sur les causes et mécanismes de la SEP, les facteurs pronostiques de l'évolution de la maladie, l'efficacité et la sécurité des médicaments, l'impact de la maladie sur les patients et la société, etc.

Tout patient en France présentant une SEP pris en charge par un neurologue participant à l'OFSEP peut être inclus. À ce jour, la base contient 70 704 dossiers dont les deux-tiers ont été vus dans les 5 dernières années. Différents projets de recherche ont déjà été réalisés conjointement entre l'EHESP et l'OFSEP, portant sur la mortalité, l'efficacité des stratégies thérapeutiques, le délai de pleine efficacité des traitements, etc. En 2020, il est prévu de procéder au chaînage entre les données de l'OFSEP et les données du système national des données de santé afin de combiner les avantages de chacune de ces sources de données.

Exposition des riverains aux pesticides liés aux activités viticoles

Dans le cadre de la convention de collaboration scientifique établie entre Santé Publique France et l'EHESP, l'un des axes du programme de travail porte sur le développement de méthodes de dosage de biomarqueurs d'exposition aux pesticides liés à des activités viticoles. Ce travail réalisé dans le cadre d'une thèse co-encadrée par Santé Publique France et l'EHESP, constitue un projet pilote pour la conduite d'une étude nationale de bio-surveillance relative à l'exposition de riverains de cultures agricoles.

À l'issue de ce travail, une première méthode de dosage de six biomarqueurs d'intérêt dans les urines a été développée et une campagne d'analyses portant sur 121 échantillons provenant de la bio-banque ESTEBAN a été menée. Une deuxième méthode pour le dosage de deux autres biomarqueurs dans les urines a également été mise au point en vue d'une seconde campagne d'analyses portant sur ces mêmes 121 échantillons, programmée au premier semestre 2020. Enfin, une troisième méthode visant à doser l'ensemble de ces huit biomarqueurs dans la matrice cheveu sera développée avant une dernière campagne d'analyses portant sur une soixantaine d'échantillons capillaires.

Ces travaux contribuent à positionner l'EHESP et son laboratoire, le LERES au plan national comme laboratoire d'excellence dans le domaine du biomonitoring et renforcent son positionnement à l'échelle européenne pour la conduite des programmes de biosurveillance.

Santé, populations et politiques publiques

SODA-TAX : un projet de recherche pluridisciplinaire sur la pertinence des taxes nutritionnelles

En France, une « taxe soda » a été instaurée en 2012, indexée sur la teneur en sucres ajoutés dans la boisson. Cette nouvelle taxe donne l'opportunité de tirer des apprentissages inédits de son élaboration, de sa mise en œuvre et de ses effets. Dans cette perspective, l'EHESP coordonne le projet de recherche pluridisciplinaire « SODA-TAX » en collaboration avec l'Ecole d'économie de Paris, l'Institut national de la recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, l'université Paris 13 et l'université de Nantes.

Ce projet est cofinancé par la Ligue contre le cancer dans le cadre de l'appel à projets général de l'Institut de recherche en santé publique (IReSP). Il débute en 2019 et se décompose en 5 chantiers :

- 1) une analyse du processus sociopolitique ayant favorisé la conception et l'adoption de la nouvelle taxe
- 2) une étude économique de son incidence sur les prix, le niveau de vie des consommateurs et de ses effets potentiels la consommation
- 3) une étude de la réceptivité par les consommateurs français de cette nouvelle taxe
- 4) un examen du cadre juridique de la taxe et de son éventuelle application à d'autres aliments/nutriments
- 5) un chantier transversal dédié à la coordination des travaux, l'intégration et la valorisation des résultats

CANOPEE : parcours de soins du cancer pour les personnes avec des troubles psychiques sévères.

La surmortalité des personnes suivies pour troubles psychiques sévères a été récemment objectivée, toute cause considérée. Les facteurs liés aux comportements individuels sont fréquemment mis en avant pour expliquer ce phénomène, éventuellement associés aux symptômes des troubles psychiques eux-mêmes. Bien que leur rôle doit être davantage exploré, il est également nécessaire de considérer d'autres facteurs, liés aux parcours de soins.

Le projet CANOPEE est coordonné par l'Institut de recherche et de documentation en économie de la santé (IRDES) et financé par l'Institut national du cancer (INCA). Il vise à mieux caractériser les difficultés et obstacles des parcours de soins du cancer pour les personnes avec des troubles psychiques sévères, afin d'identifier les leviers pour les améliorer en mobilisant une méthode mixte.

L'approche quantitative vise à mieux préciser les hypothèses quant aux facteurs de surmortalité par cancer (sur-prévalence, dépistage tardif, soins non optimaux...) à partir des données du système national des données de santé.

L'approche qualitative, coordonnée par l'EHESP en coopération avec le groupe hospitalier universitaire Paris psychiatrie-neurosciences et l'université Paris X, vise à documenter les trajectoires de soins, les obstacles et les éléments facilitants rencontrés, à partir d'entretiens semi-dirigés avec des patients, leurs proches et des professionnels de santé impliqués dans les différents moments de ces parcours. Des focus-groups seront également mobilisés.

Le projet entend se développer dans une approche participative en impliquant des usagers dans ses étapes-clés.

Projets de recherche

Le bureau des contrats de recherche a accompagné les chercheurs pour le **dépôt de 74 projets de recherche** en 2019 et assuré le **suivi de plus de 130 contrats de recherche et d'expertise**.

Sur l'année, **41 nouveaux contrats** ont été obtenus pour un financement revenant à l'EHESP de 2,4 millions d'euros. Le **taux de succès aux appels à projets** a été **de plus de 25 %**. Ce ratio illustre la forte capacité des enseignants-chercheurs de l'EHESP à attirer des ressources propres dans le domaine de la recherche, malgré un environnement extrêmement concurrentiel. Parmi ces projets, 16 projets impliquent des partenaires internationaux.

En 2019, l'EHESP a notamment conclu un contrat avec l'University College of London pour le projet «Complex Urban Systems for Sustainability and Health» (CUSSH). Ce projet, financé par la fondation Wellcome Trust, implique un consortium de 13 institutions partenaires du monde entier et vise à développer des preuves critiques sur la manière de réaliser des transformations profondes pour la santé et le développement durable dans les villes. 6 villes sont concernées par le projet : Londres, Rennes, Nairobi et Kisumu (Kenya), Beijing et Ning-bo (Chine).

Publications

135 publications des chercheurs de l'EHESP de 2019 sont **référéncées dans HAL** (Hyper Article en Ligne) ; 55 d'entre elles avec le fichier en texte intégral.

Les programmes transversaux

L'EHESP a maintenu en 2019 son programme d'émergence et de soutien à des structures ouvertes de recherche (ESSOR) en encourageant la poursuite des travaux conduits en interdisciplinarité par des chercheurs de l'EHESP autour des problématiques migration/santé et urbanisme/santé.

Zoom sur...

Urbanisme, aménagements, santé, environnements, territoires (UrbASET)

Le programme ESSOR UrbASET soutient la mise en œuvre d'une équipe de recherche interdisciplinaire dont les travaux s'inscrivent dans une approche transversale des champs santé environnement et promotion de la santé. L'urbanisme favorable à la santé (UFS) et l'évaluation d'impact sur la santé (EIS) sont investigués pour développer des méthodologies pour une meilleure intégration de la santé et de l'environnement à différentes échelles du territoire, dans un contexte de changement climatique. L'année 2019 a été marquée par la présentation des travaux de recherche à la conférence EPH (European Public Health) 2019 et par une participation à deux pré-conférences :

- «**Health Impact Assessment (HIA) institutionalization and multisectoral collaboration in Europe**» avec une présentation inaugurale de la situation en France.
- «**Public Health: how to deal with climate change?**» organisée par le groupe régional d'experts sur le climat en région Sud PACA.

L'équipe a aussi contribué à la création d'un **outil pédagogique « grand public » sur l'urbanisme favorable à la santé** présenté dans le cadre de la Fête de la Science et lors de la conférence EPH.





L'expertise de l'EHESP : quelques illustrations

Une approche interdisciplinaire au service de la santé publique

La contamination au plomb suite à l'incendie de Notre-Dame

Au cours du spectaculaire incendie qui a ravagé la cathédrale Notre-Dame de Paris, une partie des 450 tonnes de plomb qui constituaient son toit est partie en fumée. Ces émanations ont pollué les environs de l'édifice, déposant des poussières contaminées sur les sols extérieurs, mais aussi dans les bâtiments voisins de la cathédrale, tels que crèches, écoles ou logements. Les effets toxiques du plomb sont bien connus. Les enfants y sont particulièrement sensibles, les effets sur le cerveau étant d'autant plus importants que le sujet est jeune. Cependant, si la contamination au plomb due à l'incendie ne fait aucun doute, les résultats des multiples mesures réalisées dans l'environnement et le sang des enfants ont été diversement interprétés.



Dans ce cadre, l'expertise de l'EHESP pour relier pollution environnementale au plomb et conséquences sur la santé a été sollicitée, par les autorités sanitaires locale (ARS : Agence régionale de santé d'Ile de France) et nationale (Anses : Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail). L'expertise collective coordonnée par l'Anses a permis d'identifier les méthodes, notamment de prélèvement de poussières, à suivre pour faire sauter les verrous techniques pour estimer l'impact d'une contamination extérieure par des poussières de plomb. Par ailleurs, une étude pour l'ARS a été initiée pour identifier une éventuelle signature isotopique particulière de l'incendie de la cathédrale, dans la perspective de la comparer à des contaminations relevées dans Paris.

Enfin, les nombreuses interviews (de la Gazette des communes au New York Times) et articles, du dossier de presse Inserm à The Conversation, ont permis de mettre en perspective cet événement avec le « saturnisme ordinaire » et les expositions excessives au plomb qui touchent encore de nombreux enfants en France.

Health Data Hub : la plateforme des données de santé

L'EHESP est membre du Health Data Hub, créé en novembre 2019, et participe à ses assemblées générales. Le Health Data Hub (HDH) est la plateforme des données de santé, mise en place suite à la loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et la transformation du système de santé. Le HDH a pour objectif de veiller à la qualité des données de santé et aux conditions générales de leur mise à disposition, garantissant leur sécurité et facilitant leur utilisation dans le respect de la protection des données personnelles. Le but est de favoriser l'utilisation et

de multiplier les possibilités d'exploitation des données de santé, en particulier dans les domaines de la recherche, de l'appui au personnel de santé, du pilotage du système de santé et de l'information des patients. Le HDH permettra le développement de nouvelles techniques, notamment celles liées aux méthodes d'intelligence artificielle.

Le plan stratégique 2019-2022 du HDH s'appuie sur 4 enjeux :

1. Décloisonner le patrimoine de données de santé et améliorer la qualité
2. Renforcer l'usage des données par une offre de service attractive
3. Positionner la France comme un leader dans l'usage des données de santé
4. Garantir la participation de la société civile et promouvoir les usages des données de santé

Bio-surveillance

L'EHESP a été invitée par Santé Publique France à participer aux réunions du conseil scientifique de l'étude ESTEBAN afin de contribuer aux réflexions et travaux concernant les dosages des différents lots de biomarqueurs, en vue des prochaines campagnes de biosurveillance. Il s'agissait également de contribuer au rendu des résultats par Santé Publique France aux participants, parties prenantes, financeurs et différents groupes de travail des plans nationaux.

Au cours de cette première année de collaboration, l'EHESP a ainsi contribué :

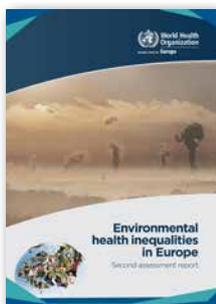
- à l'interprétation des résultats relatifs aux bisphénols, aux phtalates, aux éthers de glycol, aux polybromés, aux perfluorés, aux parabènes, au mercure, au plomb...
- aux discussions concernant les méthodes de normalisation des résultats,
- aux réflexions concernant d'une part, l'ouverture de la bibliothèque aux équipes de recherche et d'autre part, la prochaine étude de biosurveillance,
- à la relecture des premières notes de diffusion des résultats (bisphénols, phtalates, polybromés, perfluorés, parabènes et éthers de glycol).

En parallèle, l'EHESP a développé à façon une méthode de dosage d'une dizaine de biomarqueurs d'exposition à des pesticides « orphelins » (lot infructueux) dans des échantillons de sérum de l'étude ESTEBAN. Le développement est aujourd'hui achevé et la campagne d'analyses portant sur 1 000 échantillons a été lancée.

Les inégalités en matière d'environnement et de santé en Europe.

La littérature documente l'existence d'une répartition inégale des expositions des populations à un ensemble de conditions environnementales selon certains déterminants sociodémographiques.

Le bureau européen de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) a publié un rapport, auquel l'EHESP a contribué, pour faire le point sur les inégalités en matière d'environnement et de santé en Europe. Ce second rapport actualise l'ampleur des inégalités rapportées dans le premier et vise notamment à évaluer les tendances depuis 2012. Les principaux messages sont les suivants :



- les inégalités environnementales et de santé sont présentes dans tous les pays quels que soient le niveau de développement et la situation environnementale ou économique
- les conditions environnementales se sont globalement améliorées mais cette amélioration ne profite pas à tous. Dans certains groupes, les inégalités d'expositions sont aujourd'hui plus marquées qu'en 2012
- les groupes de population défavorisés peuvent présenter des niveaux d'exposition ou des traumatismes 5 fois plus élevés que les groupes favorisés ; les inégalités de santé qui en résultent pourraient donc être évitées grâce à des interventions environnementales
- la pauvreté énergétique, le confort thermique, l'humidité des logements et la perception du bruit apparaissent comme sources croissantes d'inégalités dans la plupart des pays.

Qualité des eaux destinées à la consommation humaine

Afin d'anticiper la mise en œuvre de la révision de la directive européenne de 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, l'EHESP a développé une méthode d'analyse des acides haloacétiques (HAA) par chromatographie ionique couplée à la spectrométrie de masse. Les acides haloacétiques sont des sous-produits issus de la réaction entre les produits chlorés utilisés en désinfection (dans les usines de potabilisation ou dans les piscines) et la matière organique naturellement présente dans les eaux naturelles ou, dans le cas des piscines, apportée par les baigneurs.

Ce développement a été réalisé en collaboration avec le laboratoire d'hydrologie de Nancy (LHN) de l'ANSES, le laboratoire national de référence. À l'issue de ce développement, l'EHESP a participé à un essai inter-laboratoires et a obtenu les meilleurs résultats parmi les quinze participants, confortant son expertise dans le développement de méthodes pour la mesure de la qualité des eaux.

Ce travail se poursuit avec l'ARS de l'Ille et Vilaine et le LHN par une campagne d'analyses portant à la fois sur les eaux destinées à la consommation humaine et les eaux de piscine afin de disposer de données d'occurrence permettant d'évaluer les expositions humaines aux HAA en Bretagne. Cette étude vise également à mieux comprendre les conditions de formation de

ces substances dont certaines sont classées « probablement cancérigènes » afin de produire les connaissances utiles et nécessaires à l'évolution de la réglementation.

La prochaine conférence mondiale sur la promotion de la santé

L'EHESP a été sollicitée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour apporter un appui à la préparation de la 10^e conférence mondiale sur la promotion de la santé. Il s'agissait de produire un document de réflexion sur les défis contemporains auxquels sont confrontés les acteurs et les institutions de la santé publique ainsi que sur les approches novatrices en promotion de la santé conformément aux orientations définies notamment dans le cadre des objectifs du développement durable (ODD).

Ce document a vocation à éclairer la réflexion d'un groupe d'experts chargé de faire des propositions de thèmes pour cette 10^e conférence. Une équipe composée de six enseignants-chercheurs de l'EHESP a travaillé en étroite relation avec l'OMS. Le périmètre de la recherche a été centré sur trois thèmes majeurs : les déterminants commerciaux de la santé (effets des pratiques des entreprises et du commerce mondial sur la santé), la santé à l'heure du numérique (avec un focus sur la littératie numérique) et la santé planétaire (concept englobant la santé humaine et celle des systèmes naturels dont elle dépend). Pour chacun de ces thèmes, une revue de littérature a été effectuée afin de dresser un état des connaissances et répertorier les solutions originales proposées. L'analyse croisée a permis de formuler une réflexion sur la promotion de la santé aujourd'hui et de proposer des perspectives en vue de rénover les approches et pratiques au regard des enjeux contemporains. Dans les suites de ce travail, l'EHESP devrait participer la prochaine conférence mondiale et coordonner la préparation du numéro spécial consacré aux thèmes retenus pour la revue Health Promotion International.





Des acteurs, des ressources

La gouvernance, les instances

Le **conseil d'administration (CA)** comprend 33 membres répartis de la façon suivante :

- **19 membres nommés conjointement par les ministres de tutelle** : représentants de l'Etat, des organisations syndicales les plus représentatives d'employeurs et de salariés, des établissements publics de santé, des associations d'anciens élèves, personnalités qualifiées dans les domaines d'activité de l'École,
- **14 membres élus** : représentants des enseignants-chercheurs, des personnels ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé, des élèves fonctionnaires, des étudiants et doctorants.

Il s'est réuni à 5 reprises au cours de l'année 2019. À noter que, lors d'une séance extraordinaire du 08/02, le CA a adopté une nouvelle proposition de budget initial, suite à sa non-approbation en fin d'année 2018. Lors de cette même séance, un séminaire du CA s'est tenu et a constitué l'occasion de présenter, d'une part, le bilan des réalisations dans le cadre du COP 2014-2018, et d'autre part, d'échanger sur les propositions d'axes stratégiques pour la nouvelle période quinquennale 2019-2023. La synthèse de ce séminaire a permis d'enrichir la rédaction des documents stratégiques, conduisant à l'adoption du projet stratégique d'établissement (PSE 2019-2023) par le CA du 11/07, puis, à l'appui de la présentation des éléments constitutifs du nouveau modèle économique de l'École, la validation du COP quinquennal entre l'EHESP et ses ministères de tutelle, lors du CA du 11/10.

Les traditionnels sujets budgétaires et financiers ont été régulièrement inscrits à l'ordre du jour : compte financier (07/03), débat d'orientation budgétaire (11/07), budget rectificatif (11/10), budget initial (18/12). Par ailleurs, d'autres dossiers importants ont été présentés, et approuvés le cas échéant : la stratégie « développement durable & responsabilité sociétale » (démarche de labellisation nationale) (07/03), le principe de dissolution de la Comue UBL, le renouvellement de la convention d'occupation des locaux du bâtiment MSH Paris Nord avec l'Université Paris 13 pour le site parisien ou encore la mise en place du régime indemnitaire RIFSEEP (11/07). D'autres sujets transversaux ont également été présentés : le dispositif de prévention et santé au travail à l'École (11/10) mais aussi le schéma directeur 2019-2023 de sa politique handicap (17/12).

Le **conseil scientifique (CS)** comprend 20 membres répartis de la façon suivante :

- **8 personnalités qualifiées extérieures** à l'École désignées par les ministres de tutelle et par le conseil d'administration,
- **12 membres élus** : représentants des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs, des personnels ingénieurs et techniques de recherche et des doctorants.

Le **conseil des formations (CF)** comprend 33 membres répartis ainsi :

- **22 membres nommés** : représentants de l'Etat, personnalités qualifiées, représentants des organisations syndicales les plus représentatives des corps de fonctionnaires formés à l'École, représentants de la fédération hospitalière de France
- **11 membres élus** : représentants des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs, des personnels ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé, des élèves fonctionnaires, des étudiants et des doctorants

Ces deux instances consultatives se sont réunies à 4 reprises chacune et ont été largement associées et consultées au cours du processus d'élaboration du PSE 2019-23. D'autres sujets stratégiques en matière de politiques de recherche et de formation ont fait l'objet de présentation, d'échanges, et le cas échéant, d'avis transmis au CA :

- **conseil scientifique** : la politique de chaires, la préparation des bilans et projets quinquennaux des UMR (évaluation HCERES - Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur), le projet de health data hub, le projet de dispositif inter-régional de recherche, d'évaluation et d'expertise en santé (DIREES) avec 2 ARS du Grand Ouest, la préparation du prochain CPER (contrat de plan État-région : projet Exposome à l'IRSET), le point à mi-parcours de la labellisation européenne « HRS4R » (Human Resources Strategy for Researchers) ou encore les demandes d'honorariat d'enseignants-chercheurs ;
- **conseil des formations** : le projet de formation par la recherche en services et management en santé (vers un « doctorat professionnel »), la stratégie de formation et les dispositifs innovants et communs au sein d'Projet UniR (Cursus IDE@L), la création de nouvelles formations diplômantes (DE et parcours de M2), la nouvelle politique de stage à l'Outre-Mer pour les élèves fonctionnaires ou encore le projet « système d'information pour l'enseignement » (SIEnse).

Par ailleurs, le **comité technique (CT)**, composé de 8 représentants du personnel et 2 représentants de l'administration, est réuni et consulté sur un grand nombre de dossiers sur les évolutions organisationnelles et de fonctionnement internes (7 séances en 2019), mais aussi avant chaque séance du conseil d'administration. Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) s'est également réuni également à 6 reprises au cours de l'année 2019. Une séance commune du CT et du CHSCT a été organisée fin mars pour échanger autour du bilan social de l'année précédente.

Des **évolutions organisationnelles** importantes ont été décidées au sein du secrétariat général avec une mise en œuvre opérationnelle fin 2018 ou début 2019 :

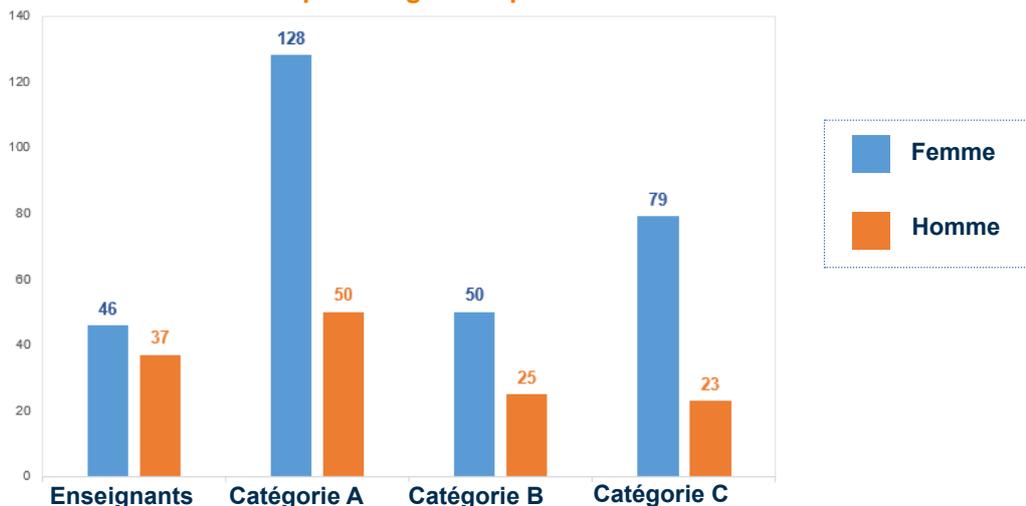
- **création d'une direction du patrimoine, de la logistique et de la prévention des risques** avec la mise en place des « Services aux usagers ».
- réflexion aboutie sur le management de la chaîne financière, ayant des incidences sur l'organigramme du secrétariat général, avec la **création d'une nouvelle direction des affaires financières** réunissant 3 pôles (budget, achat, centre de services partagés des dépenses) et l'élargissement des missions du centre d'appui au pilotage et à la qualité aux fonctions juridiques et de contrôle/audit interne.

Les ressources humaines

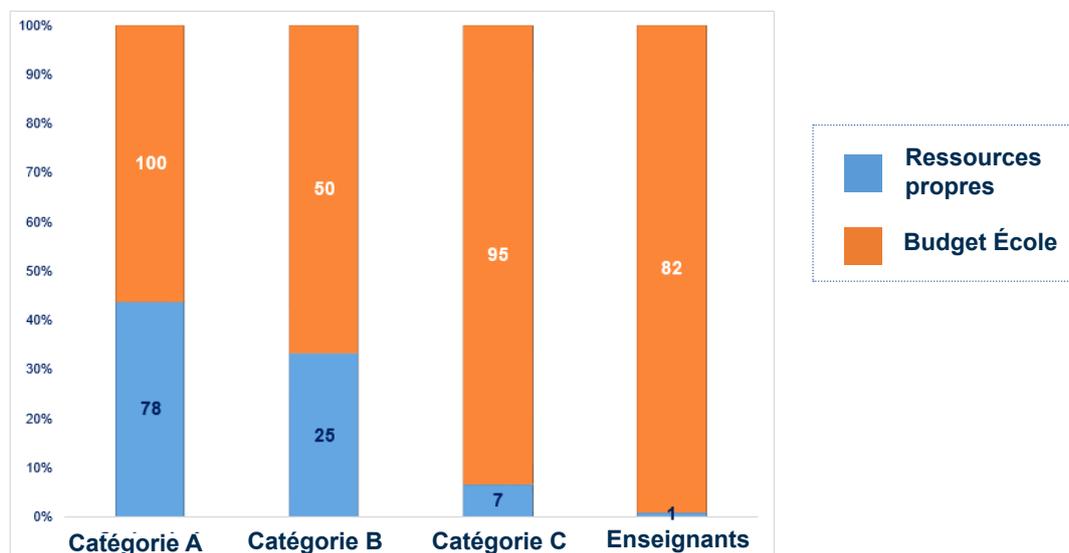
Effectifs rémunérés

- Au 31/12/2019, l'EHESP employait **440 personnes** sur des fonctions d'enseignement (*83 enseignants-chercheurs + 1 mis à disposition, à noter plusieurs départs à l'automne en cours de remplacement début 2020 pour un effectif au complet à hauteur de 92*), des fonctions de soutien et support aux activités pédagogiques et de recherche. Les métiers représentés à l'EHESP sont variés : *ingénieurs d'études ou de recherche, coordinateurs pédagogiques, assistantes, gestionnaires, chargés d'études documentaires, personnels administratifs et techniques, techniciens de sécurité sanitaire...*
- **98 personnes**, doctorants compris, sont **recrutées sur des contrats de recherche** financés sur ressources propres,
- **463 élèves fonctionnaires** rémunérés en moyenne sur l'année,
- **22 équivalents temps plein doctorants**,
- **1 175 intervenants extérieurs** pour des enseignements ou participation à des jurys,
- **64 stagiaires et alternants** accueillis dans les différents services.

Répartition des personnels au 31/12/2019 par catégorie et par sexe :



Répartition des personnels au 31/12/2019 par catégorie et source de financement :



En lien avec les instances consultatives de l'École (CHSCT et CT), la direction des ressources humaines a mis en œuvre ou développé **plusieurs projets sur l'année 2019**, citons par exemple :

- la **mise en place d'un nouveau régime indemnitaire** pour les fonctionnaires et la **revalorisation des grilles des agents contractuels**

- le lancement de la **bourse de mobilité des personnels de catégorie A entre les sept établissements du Projet UniR**
- une **enquête auprès des personnels sur le bien-être au travail**
- le **bilan positif à un an du campus sans tabac...**

Recrutement : 20 recrutements sur des postes permanents du budget École ont été réalisés sur l'année 2019.

Formation : 251k€ dépensés en actions de formation auprès de 368 agents.

Le compte financier

En €	Compte financier 2018	Compte financier 2019
Solde budgétaire	- 1 995 205	+ 4 559 004
Résultat	- 1 420 207	- 2 577 654
Capacité d'autofinancement	+ 529 770	- 26 982
Fonds de roulement	+ 11 686 324	+ 11 856 216
Trésorerie	+ 9 977 020	+ 13 081 271

En 2019, le **solde budgétaire s'établit à + 4,56 M€**, du fait de recettes exceptionnelles. **Malgré un résultat patrimonial encore négatif, les principaux indicateurs financiers sont stabilisés, voire améliorés (fonds de roulement, trésorerie).**

Les ressources

Le montant total des recettes budgétaires s'élève à **61 646 K€ (+6% vs 2018)**, réparties de la manière suivante :

En k€	Recettes 2019
Contributions des établissements	34 415
Dotation assurance maladie	8 561
Formations et projets	5 976
Conventions de recherche	4 298
Subvention MESRI	2 249
Conventions d'expertise LERES	2 166
Activités internationales	1 967
Hébergement	1 050
Autres produits	964
TOTAL RECETTES	61 646 €

Les dépenses

Les dépenses de l'EHESP sont constituées des dépenses de personnel, fonctionnement et investissement.

Personnel	76 %
Fonctionnement	22 %
Investissement	2 %

Les dépenses de personnel ont fléchi en 2019, à hauteur de **44 655 K€ (- 0,8%)**, matérialisant les efforts consentis dans le cadre du plan d'efficience.

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent au compte financier 2019 à :

- **12 884 K€ en autorisations d'engagement**
- **11 639 K€ en crédits de paiement**

Les dépenses d'investissement ont ralenti en 2019, à **958 k€**, en forte régression par rapport à l'exercice antérieur (- 40%). Elles ont majoritairement concerné le renouvellement d'équipements pédagogiques et pédagogiques existant, ainsi que la réhabilitation de locaux.

en k€	AE* 2019	CP** 2019
Immobilier et mobilier	498	202
Equipement informatique et téléphonie	210	181
Equipements scientifiques (LERES)	169	315
Divers	42	34
Equipement innovant et numérique	39	61
TOTAL INVESTISSEMENT	958	793

*autorisation d'engagement **crédit de paiement

Le système d'information et de télécommunication

Dans un contexte de forte transformation de l'EHESP, le système d'information (SI) prend une place de plus en plus stratégique : le SI est désormais présent dans tous les métiers de l'Ecole, et au delà (interactions avec les clients, les fournisseurs et autres parties prenantes).

Ainsi, le système d'information est au cœur des projets, en amont, dans une logique de compréhension des besoins et des enjeux métiers, puis de structuration, de co construction et d'optimisation des processus.

Pour permettre une disponibilité des équipes à ce niveau, un important travail a été nécessaire pour obtenir une grande stabilité dans les domaines de la production.

La charge liée aux projets techniques a été très importante notamment pour assurer la **migration complète de l'environnement bureautique : Windows 10 et Office 2016**.

La mise en place d'un **environnement numérique de travail** en 2019 a permis une évolution grandissante des fonctionnalités d'usage avant de passer au bureau virtuel (étude prévue en 2020).

Côté sécurité, la recrudescence des risques en 2019 a nécessité de nombreux travaux pour assurer le maintien à niveau nécessaire en raison du nomadisme bureautique et par extension à la formation à distance.

Patrimoine et logistique

Services aux usagers

- **Regroupement des accueils général et hôtelier** au sein du bâtiment principal Debré à Rennes. La localisation unique des accueils et de la régie facilite l'accès aux services pour l'ensemble des publics.
- Déploiement en janvier 2019 du **logiciel de réservation des ressources « EASY Request »**, celui-ci permet la réservation des espaces et des ressources associées (salles d'enseignement, salles de réunions, matériels, véhicules...).

Hébergement

Le taux d'occupation est de 66 %, soit une légère baisse par rapport à l'année 2018, pour un total de 58 432 nuitées.

Création de bureaux dans le bâtiment Debré

Conception et réalisation de 117 m² de bureaux dans les anciens locaux occupés par le service courrier et la reprographie.

Réhabilitation aile « Roussel » du bâtiment Debré

Notification des marchés de travaux en octobre 2019. Fin des travaux été 2020.

Patrimoine

Poursuite du travail sur le schéma pluriannuel de stratégie immobilière, pour présentation aux tutelles et en conseil d'administration.

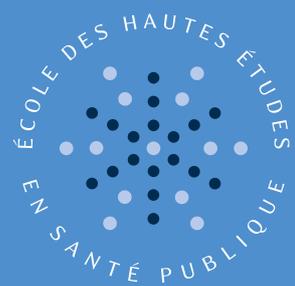
La vie du campus

Tout au long de l'année, la vie du campus a été rythmée par les nombreux événements professionnels, culturels, sportifs ou solidaires organisés par les élèves et étudiants... Des événements parfois exportés bien au-delà des limites du campus.

Des événements professionnels, culturels, sportifs ou solidaires sont organisés par les élèves et étudiants toute au long de l'année. En voici le calendrier synthétique et non exhaustif :

- **Février** : « **Journée de l'audit** », organisée annuellement par EHESP Conseil
- **Février/Mars** : participation d'une équipe interfilière au « **4L Trophy** »
- **Mai** : **collecte** par les élèves AAH de **produits d'hygiène, en partenariat avec la Croix Rouge**
- **Juin** : « **Les Olympiades** » organisées par le Bureau des élèves et des étudiants
- **Juillet** : inauguration par les D3S du « **Jardin des Pot'âgés** » avec modification et agrandissement du terrain
- **Septembre** : **week-end de cohésion** organisé par l'ADEMM et **vente de gourdes** par la Fabrique à développement durable
- **Novembre** : **gala et remise des diplômes**





EHESP

Juillet 2020

Direction de la communication EHESP

Crédits photos :

EHESP, IRSET, association des élèves AAH
Promotion 2019-Chantal DE SINGLY, bureau
des élèves et des étudiants de l'EHESP,
Freepik



EHESP

École des hautes études
en santé publique
15, avenue du Pr L. Bernard
CS 74312 - 35 043 Rennes cedex
www.ehesp.fr

